

# le prolétaire

organe du parti communiste international

M2414 - 470 - 1 €

**CE QUI NOUS DISTINGUE :** La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du "socialisme dans un seul pays" et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

- le prolétaire -  
Journal bimestriel - Un exemplaire  
1 €, 3 FS, £ 1  
- programme communiste -  
Revue théorique - Un exemplaire  
4 €, 10 FS, £ 3

- il comunista -  
Journal bimestriel en italien  
Un expl.: 1,5 €, 5 FS, £ 1,5  
- el programa comunista -  
Revue théorique en espagnol  
Un expl.: 3 €, 8 FS, £ 2

- le prolétaire -  
**No 470**  
Déc. 03 /Janv.-Févr.  
04

40<sup>e</sup> année

## DANS CE NUMERO

- Assassinat collectif à Saint-Nazaire
- Aggravation des tensions entre les Etats-Unis et l'Union Européenne
- Réponse à une polémique: Le CCI à contre-courant de la lutte prolétarienne
- A propos du R.M.A.: Rectificatif
- Notes de lecture: «Histoire générale de l'ultra-gauche». Ou comment s'en débarrasser

## Limitation du droit de grève? La grève est une arme et non un droit !

Comme lors de chaque conflit social qui dure dans des secteurs comme les transports ou les services publics, l'idée d'imposer un «service minimum» a refait surface.

Ce projet avait été relancé en juin dernier juste avant la fin de la grève des cheminots qui avaient rejoint le mouvement, au nom des «usagers pris en otage», alors que, dans le même temps, les directions de la SNCF et des syndicats représentatifs se rencontraient pour signer un protocole préventif des conflits et maintenir le «dialogue social». Différents députés et partis de droite ont mené campagne, utilisant d'ailleurs tous les stratagèmes comme organiser des sondages, dialoguer avec les partenaires sociaux, étudier des rapports sur les grèves et les services publics dans les autres pays européens, médiatiser à outrance la «gêne» orchestrée par les grèves, etc...

L'UMP et l'UDF élaboraient des propositions de loi que J. Barrot, président du groupe UMP à l'Assemblée Nationale, justifiaient ainsi: «*la France ne peut pas rester (...) dans une sorte d'attente pour toute une série de gens qui ont le droit d'aller travailler ou de passer un examen*». Tout en protestant bruyamment contre la volonté de la droite de «vouloir tuer la grève», le PCF montrait dans «L'Humanité» son visage de larbin empressé du capital en affirmant que les salariés du public voulaient non un service minimum mais un «service public maximum».

On peut noter que, comme d'habitude, Lutte Ouvrière s'alignait sur le PCF, en protestant que le gouvernement ne se préoccupait pas «d'améliorer les services dans l'intérêt du public». Mais en outre L.O. tentait une justification gémissante du recours à la grève digne d'un bonze syndical; trouvant du «jésuitisme» dans le souci de «l'intérêt général» affiché par les partis de droite, L.O. continuait: «*comme si les salariés décidaient de se mettre en grève pour un oui ou un non, sans s'inquiéter des conséquences que pourraient avoir leur grève sur le reste de la population*». D'ailleurs, «*les responsables des grèves ne sont pas tant les grévistes que (...) les patrons et les pouvoirs publics qui ont toute liberté pour imposer le blocage des*

( Suite en page 2 )

## IMPÉRIALISME OU COMMUNISME

L'actualité du communisme, entendu comme théorie de la révolution prolétarienne et de la transformation complète de la société humaine, de société du capital et pour le capital en société de l'homme et pour l'homme, ne vient pas de la possibilité immédiate de sa réalisation, mais de sa nécessité historique.

Le cycle de développement du capitalisme, arrivé à son stade ultime - l'impérialisme - a épuisé ses possibilités historiques de progrès pour l'humanité. Caractérisé par l'hyperproductivité, l'anarchie du marché et la surproduction permanente de marchandises et de capitaux, l'impérialisme ne peut aller que vers des crises destructives toujours plus prononcées. Le «progrès» du capitalisme implique de plus en plus la régression de la société humaine; la quantité toujours plus grande de marchandises produites n'arrive pas à satisfaire les besoins de la majorité des habitants de la planète, ni même à satisfaire le besoin de valorisation du capital que produit et reproduit le mode de production bourgeois.

Le développement du capitalisme débouche sur une double faillite: d'un côté il

élargit toujours plus l'écart entre populations et pays économiquement sous-développés et les grands pays industrialisés; de l'autre sa tendance irrépressible à produire des quantités de capitaux et de marchandises toujours plus gigantesques l'oblige à détruire des quantités de marchandises et de capitaux tout aussi gigantesques! La chute tendancielle du taux de profit, que cette terrible contradiction tente de freiner, est la condamnation historique du capitalisme. Il n'existe pas d'issue pour le capitalisme; la politique bourgeoise ne peut qu'atténuer, dans une certaine mesure, la rapidité des crises; elle ne peut en éviter les conséquences terribles en termes de misère, de faim, de mort pour la grande majorité de la population du globe.

Le besoin toujours plus impérieux de détruire marchandises et capitaux pour éviter l'engorgement irrémédiable des marchés, alimente l'aggravation de la concurrence entre les Etats et les grandes concentrations financières mondiales (qui étaient complètement inconnues à l'époque du capitalisme libéral, à l'époque du capitalisme qui célébrait la «libre concurrence» comme la voie du progrès perpétuel). C'est ce type de con-

currence entre grands monstres étatiques qui est à l'origine de la militarisation de la société. Plus les bourgeois saluent les valeurs de la démocratie, et plus s'accroissent la répression et la militarisation; plus les vestales de la finance et du commerce international chantent les louanges du libéralisme et plus se «blinde» la démocratie politique et économique, plus la guerre ouverte tend à prendre la place de la concurrence commerciale ou financière et des rivalités diplomatiques.

**La paix impérialiste prépare la guerre impérialiste: la paix impérialiste n'est qu'une trêve entre les guerres (Lénine).**

Le marché devient toujours plus étroit face à la voracité du capitalisme, du capital financier et impérialiste; plus étroit il devient et moins «libre» il est. Les marchandises et les capitaux s'échangent sur le marché, mais il s'affrontent aussi - c'est la logique du système capitaliste; mais à la longue c'est l'affrontement qui prévaut, et l'affrontement se transforme inévitablement en affrontement violent, en guerre. **Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte**

( Suite en page 2 )

## La disparition de l'individu en tant que sujet économique, juridique et acteur de l'histoire, est partie intégrante du programme communiste original (2)

( Compte-rendu de la réunion générale de Parme 1958 )

### LA VICTORIEUSE INVARIANCE

Tous les textes de Marx à quelque endroit qu'ils se trouvent dans son oeuvre gigantesque convergent entre eux. Ce que nous avons exposé jusqu'ici nous permet d'intégrer l'exégèse de l'écrit sur la propriété de la terre développée dans les «Corollaires» à Turin, où se trouve le théorème classique: «*transférer la terre aux travailleurs agricoles associés signifie remettre toute la société entre les mains d'une classe particulière de producteurs*» (1).

Marx voit la nationalisation du sol, mesure de transition, comme un fait «*qui provoquera la transformation complète des rapports entre capital et travail et éliminera finalement la production capitaliste tant dans l'industrie que dans l'agriculture. Ce sera seulement alors que les différences et les privilèges de classe disparaîtront et la société se transformera en une association de producteurs*» (souligné dans le texte): *vivre du travail d'autrui sera devenu une affaire du passé. Il n'y aura plus alors ni gouvernement, ni Etat en opposition avec la société*.

Rappelons que cet écrit est postérieur à 1868. Quelle splendide invariance! Le texte continue ainsi: «*L'agriculture, les mines, les industries, en bref toutes les branches de la production seront progressivement organisées de la façon la plus efficace. La centralisation nationale des moyens de production deviendra la base naturelle d'une société composée d'associations libres et égales de producteurs développant une activité*

*consciente selon un plan commun*».

Même littéralement ce passage est suffisamment clair pour faire comprendre que toute économie organisée par régions (Russie) ou pire par communes (Chine) est en dehors de la voie historique qui, en passant d'abord par le socialisme inférieur, est la seule pour arriver au plein communisme. Et donc pour convaincre d'erreur doctrinale incurable la résolution du 23 août 1958 du Comité Central du Parti Communiste Chinois: «*Le but fondamental des Communes populaires (où pourra être introduit le système des salaires!) est d'accélérer la construction socialiste, et le but fondamental du socialisme est de préparer activement la transition au communisme. Il semble que l'accession de la Chine au communisme ne soit pas un événement de l'avenir lointain (sic!). Nous devons nous servir des Communes populaires pour explorer quelle est la voie la plus pratique pour la transition au socialisme*». Tandis qu'un autre texte s'intitule: «*La Commune, unité de base de la société communiste future*».

Si se référer à notre doctrine n'est pas une blague stupide, cette exploration a déjà été faite: il n'y a pas besoin de sondes spatiales! La route n'est pas, comme il plaît aux Chinois: communalisme, socialisme, communisme, mais, à l'opposé: concentration nationale, socialisme (international et non mercantile), communisme.

Ce passage de Marx pourrait cependant provoquer une équivoque chez des lecteurs quelque peu... réactionnaires: la société communiste serait composée d'associations mul-

tiples dans le sens que chacune disposerait de son propre produit et l'échangerait avec les autres. Ce serait là une erreur très grave: l'erreur, rectifiée auparavant, de remettre la société entre les mains de coopératives de producteurs agricoles ou de leur fédération. Les associations de producteurs de la société future, dont les membres seront d'ailleurs régulièrement renouvelés plusieurs fois durant la vie active humaine, auront pour seul but, la fonction, l'acte, la joie de produire. Non seulement dans la mesure où elles suivront un plan rationnel commun et dans la mesure où la société se sera transformée en une association de producteurs comme il est dit dans le texte, mais surtout dans la mesure où ces regroupements, techniques et non économiques, de producteurs mettront tout leur produit à la disposition de la société et de son plan central de consommation.

Nous pensons être arrivés à la preuve que selon le marxisme invariant la société communiste ne connaît pas de propriété de groupes (de même qu'elle ne connaît pas de propriétaires individuels) même pas sur le produit de leur travail et sur l'objet de leur consommation. Produire, vivre et jouir sont dans ce système un même acte qui a sa récompense en lui-même, un acte qui ne s'accomplit pas sous la vile impulsion de l'appétit de consommation. La synthèse dialectique travail-besoin se réalise seulement à l'échelle de l'Homme social.

Bien entendu selon le philistin bourgeois l'histoire de la Russie a démontré que ce

( Suite en page 6 )

## Limitation du droit de grève? La grève est une arme et non un droit !

( Suite de la page 1 )

salaires, les suppressions d'emplois, le renforcement des cadences du travail. (...) En réalité ce sont ces gens-là qui propagent les grèves, au côté de leurs compères du Medef. Pas les travailleurs qui ne font que se protéger contre tous ces prédateurs» (1). Comme tout irait bien si les patrons et les pouvoirs publics étaient aussi responsables, aussi soucieux de l'intérêt général que les salariés! Et ces gens qui ont le souci de l'intérêt général à la bouche, qui cherchent des excuses aux prolétaires en grève, osent se dire révolutionnaires et communistes!

Le soi-disant intérêt général, prétendument commun à toute la population, à toutes les classes, c'est l'intérêt du capital. Le problème est que les prolétaires, sous l'emprise des habitudes et des méthodes de la collaboration des classes, n'ont pas encore la force d'opposer ouvertement leur intérêt de classe à l'intérêt général, de combattre pour leur classe et elle seule, sans se soucier du «reste de la population» qui s'exprime haut et fort dans tous les médias, qui fait passer des lois, qui envoie ses flics et ses juges contre les grévistes, qui modèle une opinion publique à son image: la bourgeoisie.

Ce projet de service minimum fait partie de l'attaque généralisée contre l'ensemble de la classe laborieuse. Sa première cible est les travailleurs des services publics, parce qu'aujourd'hui ils ont encore la possibilité de pouvoir faire grève sans trop de représailles, sans avoir l'épée de Damoclès du licenciement au-dessus de leur tête en raison de leur statut. Et si ce sont ceux du transport qui sont les premiers concernés, c'est parce que ce secteur est primordial pour la classe des exploités. En effet, c'est du transport que dépendent le bon fonctionnement du commerce et le déplacement d'une grande partie des prolétaires vers les bagnes du salariat. D'ailleurs, les restrictions du droit dans ce secteur ne sont pas nouvelles puisqu'il y a quelques années, la bonzerie syndicale de la RATP a signé l'allongement de la durée du préavis de grève; on peut aussi se souvenir de la répression (notamment par la suppression des permis de conduire) qui s'est abattue sur les routiers lors de leur dernier mouvement dans l'indifférence totale des syndicats.

Au début de l'année Chirac a affirmé sa volonté d'arriver à édicter un projet de loi réglementant le droit de grève dans les transports, dans les 6 mois. Mais il a aussi dit qu'il

fallait d'abord essayer d'arriver à un accord avec les syndicats. Les bourgeois préféreraient en effet que les syndicats soient suffisamment efficaces pour freiner les grèves sans qu'il y ait besoin d'une loi: il n'y aurait rien de pire pour eux qu'une grève qui soit ouvertement bafouée par des milliers de grévistes. C'est ce qui s'est passé en Italie avec les grèves sauvages et massives dans les transports urbains, malgré la loi.

Le sort des grèves et des luttes sociales ne dépend en effet pas des lois et du droit mais du rapport de force exprimé par les prolétaires en lutte. La grève doit satisfaire les intérêts des prolétaires. En conséquence, l'organisation de la grève signifie disposer des forces ouvrières dans les meilleures conditions pour atteindre non seulement un résultat immédiat mais surtout pour renforcer l'union du prolétariat, comme l'ont écrit Marx et Engels, contre le patron, puis contre la bourgeoisie toute entière en portant un coup non seulement aux intérêts sociaux et économiques mais aussi politiques du système capitaliste, lorsque la lutte dépasse le simple niveau de résistance élémentaire pour se hisser à un niveau plus large, révolutionnaire.

C'est parce qu'elle est l'arme fondamentale des prolétaires que les bourgeois cherchent à en restreindre la force et à en réglementer l'usage par des lois ou des préavis qui permettent aux patrons de se préparer et de parer le coup. Pour retrouver sa puissance, la

grève ne doit en aucun cas se cantonner à être, comme c'est généralement le cas, un simple rituel ou une démonstration inoffensive avant la négociation entre les patrons et les «spécialistes» syndicaux. Respecter le droit existant signifie pour le prolétariat renoncer à se défendre de façon efficace dans la lutte de résistance quotidienne contre la bourgeoisie, et par conséquence, à reconnaître l'éternité du capital et du salariat pour reprendre Engels.

L'usage d'une arme quelle qu'elle soit, et la grève est une arme, n'est pas une question de droit mais de force (cela étant valable pour les deux antagonistes). La réappropriation par le prolétariat des méthodes et des moyens de lutte classistes, signera le retour non épisodique ou momentané de la lutte de classe, de la lutte prolétarienne anticapitaliste. Aucune loi ne pourra alors l'empêcher ni la réglementer.

Mais si les bourgeois préparent aujourd'hui des lois restrictives, pour le cas probable où l'action anti-ouvrière des appareils syndicaux serait insuffisante, c'est que si limitée et contrariée qu'elle soit, la lutte prolétarienne d'aujourd'hui commence à les gêner sérieusement. C'est de bon augure pour l'avenir.

(1) cf «Lutte Ouvrière» n° 1845 (12/2/2003).

## IMPÉRIALISME OU COMMUNISME

( Suite de la page 1 )

l'orage (selon les mots d'un célèbre socialiste, pourtant réformiste et pacifiste, à la veille de la première guerre mondiale.

La militarisation de la société répond au besoin des grandes concentrations capitalistes de défendre y compris par les armes et la violence des réseaux d'intérêts qui s'étendent sur tout le marché mondial; et ce sont les Etats qui assurent la défense la plus efficace des intérêts capitalistes «nationaux», les Etats et leurs bras armés présents de façon toujours plus pesantes, même sur des questions et des régions apparemment marginales.

Plus augmente la concurrence internationale et plus s'accroît le nombre de rencontres entre brigands capitalistes pour «établir de nouvelles règles»; plus s'aiguise la concurrence, et plus sont bafouées les règles péniblement établies en précédence. Car au dessus de toutes ses règles, au dessus de tous ses accords, il n'existe qu'une seule grande loi: la loi du plus fort, la loi du mieux armé, la loi du plus agressif. Les diplomates du monde entier perdent leur rôle principal d'élaboration de minutieux accords pacifiques, et revêtent de plus en plus les uniformes militaires. Le vieil équilibre de la terreur, basé sur la coexistence de deux grands blocs impérialistes (le bloc occidental dirigé par les Etats-Unis et celui frauduleusement dit «socialiste» par la Russie) s'est brisé sur les écueils de crises économiques aiguës qui ont provoqué l'effondrement de l'URSS et de son bloc. Un nouvel équilibre de la terreur ne s'est pas encore réalisé, et le processus de démantèlement des affrontements inter-impérialistes ne se terminera pas à brève échéance; mais déjà deux grandes zones décisives de tempête se profilent: l'Europe pas seulement occidentale et l'Orient chino-japono-indien.

### RUPTURE DE LA PAIX SOCIALE!

En dépit de la militarisation évidente de la société et de l'agressivité militaires des Etats impérialistes les plus puissants, les pouvoirs bourgeois adressent continuellement des messages de paix au prolétariat de tous les pays, et notamment des pays industrialisés. Mais la paix que recherchent les bourgeois est d'un seul type: la paix sociale. C'est dans ce but qu'ils alimentent par tous les moyens le mécanisme politique de la démocratie, alors que ce mécanisme a fait à

de trop nombreuses reprises la preuve qu'il ne peut défendre les droits et les intérêts non seulement des prolétaires, mais même des couches intermédiaires de la société. La paix sociale pour laquelle les bourgeois mobilisent d'imposantes ressources économiques, financières, culturelles et bureaucratiques, leur sert à diminuer le niveau des tensions sociales; et dans ce but ils n'ont jamais été avares en temps et argent pour constituer et renforcer un dense réseau d'organismes de tout type (associations et événements politiques, économiques, culturels, sportifs, religieux, etc.) qui accroissent la force du contrôle social, freinent la montée des affrontements sociaux et préviennent les tentatives de rupture de la paix sociale par les couches prolétariennes qui ne supportent plus les conditions de vie et de travail dans lesquelles elles sont plongées.

Tout mouvement d'opposition au statu-quo, tout mouvement de protestation et de lutte qui périodiquement surgit des flancs de la société bourgeoise, en entraînant les couches prolétariennes les plus diverses, peut devenir le vecteur de tensions sociales plus fortes, plus décidées, qui poussent à leur tour des détachements prolétariens avancés à briser ouvertement la paix sociale et à reprendre des moyens de lutte classistes, comme des grèves sans préavis et illimitées. C'est alors que se dessine la voie que le prolétariat doit nécessairement suivre s'il veut défendre de façon efficace ses intérêts immédiats - ne serait-ce que, par exemple, pour obtenir des patrons le respect de leurs engagements. Sans doute une lutte immédiate sur des objectifs limités, même menée avec des méthodes classistes, ne peut pas être décisive pour la défense en général des conditions de vie et de travail de tous les prolétaires, ni ne peut battre en brèche la militarisation de la société; mais de telles luttes constituent un point de départ indispensables pour que les prolétaires se rendent compte que ce n'est qu'en luttant sur le terrain de classe, avec des méthodes et des moyens de classe, qu'ils peuvent acquérir une force suffisante pour résister aux capitalistes et à leur Etat, et les vaincre finalement. Si les prolétaires réussissent à entrer en lutte en une force organisée, solidaire et unifiante, sur le terrain de la défense exclusive de leurs intérêts, alors, et alors seulement, la lutte ouvrière fait un saut qualitatif, attirant sur le terrain classiste les meilleurs éléments des mouvements de pro-

testation et de rébellion.

La rupture de la paix sociale est le point de passage nécessaire pour la reprise de la lutte de classe; et c'est alors que les prolétaires peuvent voir en pratique, dans les situations concrètes, quelles sont les forces qui appuient, soutiennent et renforcent leurs luttes, et quelles sont au contraire celles qui ne font rien d'autre que de la dévier, de la désorganiser et de la démoraliser. Alors ils verront avec toujours plus d'évidence qu'au delà des proclamations, les forces toujours promptes à crier au respect des règles, de l'intérêt général ne sont que des forces anti-prolétariennes même - et surtout! - quand elles prétendent parler au nom des travailleurs.

La paralysie du prolétariat devant l'exploitation et la répression est la conséquence du respect des impératifs strictement bourgeois camouflés derrière une apparence interclassiste, «populaire», «démocratique», derrière la défense du «bien commun», de l'économie nationale, de la santé de l'entreprise, etc.; elle se prolonge dans la paralysie devant la guerre et dans l'acceptation du rôle de chair à canon au service des bourgeois.

Les intérêts véritables des travailleurs, tant au plan immédiat qu'au niveau général et futur, sont radicalement différents. Le prolétariat a déjà historiquement exprimé son programme politique: le programme de la révolution prolétarienne, le renversement de la bourgeoisie et de son Etat, l'instauration de sa dictature exercée par son parti de classe.

Pour redevenir le programme des forces prolétariennes dans le monde, ce programme et les militants qui sont organisés sur sa base, doivent faire la jonction avec les masses ouvrières en lutte, avec la lutte de classe étendue et durable. Le programme du prolétariat n'a pas à être réinventé, il devra être simplement redécouvert, réapproprié par les minorités prolétariennes d'avant-garde qui se dégageront dans le choc des classes en lutte. Rien de nouveau sous le soleil! L'exploitation des prolétaires n'a pas disparu ni n'a diminué, mais a plutôt démesurément augmenté. L'oppression des populations des pays pauvres n'a pas disparu avec la «décolonisation», mais a au contraire augmenté parallèlement à l'augmentation du poids de la domination impérialiste sur le monde et au développement capitaliste local. La faim, la misère et les guerres n'ont pas disparu avec les progrès de la technologie ou du marché, mais touchent au contraire des masses de population toujours plus grandes.

La lutte de classe du prolétariat est la seule issue au développement infernal du capital et à ses tragiques conséquences. La révolution prolétarienne est la seule solution aux contradictions mortelles du capitalisme. La dictature du prolétariat est la seule réponse à la dictature impérialiste de la bourgeoisie.

Le communisme est la seule perspective non utopique pour en finir à jamais avec l'oppression, la misère, la répression et l'exploitation, pour mettre fin aux sociétés de classes, pour sortir définitivement de la préhistoire sanglante de l'humanité!

### « Il Comunista » n°87-88 (Bimestrale) Octobre 2003

- Nativi o immigrati, i proletari hanno una sola via da prendere, quella della lotta di classe che unifica e accomuna. I lavoratori salariati di qualsiasi nazionalità o razza
- Black-out? Affari d'oro in vista - Ancora BR, Ancora false alternative
- Strane coincidenze
- I black-out non sono una rarità, e non colpiscono soltanto i paesi super-industrializzati
- Trent'anni dopo: Il colpo di Stato in Cile: una terribile esperienza da non dimenticare
- Riforma Pensioni . Addio alle pensioni di anzianità, dal 2008; quanto alla possibilità di vivere decentemente con le pensioni attuali, per una buona parte dei pensionati l'addio è stato dato da anni! - Le paure della borghesia
- Volentino: Pensioni operaie: contro governo e padronato che impongono un ulteriore peggioramento delle condizioni di vita proletarie
- **Materiali per il bilancio delle crisi di partito**
- Mantenere omogeneo e coerente il partito di classe sulle basi programmatiche e politiche già definite dalle battaglie della sinistra comunista, significa anche lottare costantemente contro le deviazioni democratiche e personalistiche che lo aggrediscono periodicamente.**
- Il vecchio Bruno Maffi se n'è andato**

# Aggravation des tensions entre les Etats-Unis et l'Union Européenne

40 % des échanges commerciaux russes se font avec l'Union européenne (8% seulement avec les Etats-Unis), le gros du commerce portant sur le pétrole et le gaz. Un tiers du carburant consommé en Europe provient de la Russie et ce pourcentage devrait augmenter d'au moins 10% dans les années qui viennent (1). Dans le monde entier le pétrole s'achète et se vend en dollars, mais la moitié du gaz russe se vend désormais en euros (il en va de même pour le bois). L'Irak de Saddam Hussein avait décidé de vendre son pétrole en euros, et Javier Solana espérait que l'Algérie et la Libye allaient faire de même - avant que les Etats-Unis ne s'emparent de l'Irak et de son pétrole.

Si le commerce mondial du pétrole devait se faire en euros au lieu de dollars, cela mettrait les Etats-Unis dans une situation d'opposition ouverte avec la zone euro, et en particulier avec le noyau dur de l'Union Européenne, l'Allemagne et la France.

En dépit des commentaires enthousiasmés sur la reprise économique américaine, il ne fait aucun doute que l'économie étasunienne est dans une situation délicate avec un déficit public équivalent à 60% du Produit Intérieur Brut (PIB), et un déficit de la balance des paiements d'une centaine de milliards de dollars. Tout cela serait plus que suffisant pour que le dollar se dévalue fortement, mais depuis 1945, depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, la monnaie américaine dispose d'énormes «subventions mondiales» de fait en raison de son statut de monnaie internationale de fait. Les quatre cinquièmes des transactions internationales, la moitié des exportations et les deux tiers des réserves en devis du globe sont en dollars. Le commerce du pétrole en dollars est un des piliers de ce statut dominant. Si jamais ce pilier s'écroulait, la possibilité pour l'économie américaine de se faire subventionner par le reste du monde s'effondrerait en même temps.

Une menace pour les Etats-Unis est constituée par le commerce international de l'Europe avec le Moyen-Orient. Avec l'élargissement de l'Europe à 25 Etats, l'Union constituera un ensemble de 450 millions d'habitants qui achètera plus de la moitié du pétrole produit par les pays de l'OPEP. La pression sur ce marché d'un client aussi important pourrait pousser les pays producteurs à prendre en considération le passage du dollar à l'euro comme monnaie de transaction. En plus du fait de donner ainsi une facile satisfaction aux sentiments anti-américains de plus en plus répandus, cela permettrait aux pays de l'OPEP de protéger leurs revenus contre la baisse du dollar en acte depuis plusieurs mois. Déjà des pays comme la Russie, la Chine, mais aussi le Venezuela (pays OPEP) ont diversifié les réserves de leurs banques centrales avec des euros. Quant au Japon, chacun sait qu'il est une des plus grosses sources de placement de capitaux en dollars (notamment par l'achat de bons du trésor américain); aujourd'hui il tente de freiner la baisse du dollar par rapport au yen - afin de sauvegarder la compétitivité de ses marchandises par rapport à celles américaines - en achetant encore plus des dollars. Cela pourrait ne pas durer éternellement.

Al'heure actuelle la baisse du dollar face à l'euro n'effraie pas les bourgeois américains, trop heureux de l'avantage compétitif que cela procure à leurs exportations. La reprise économique américaine est fondée dans une bonne partie sur cette baisse voulue par les autorités monétaires US, et elle se fait donc aux dépens des économies de la zone euro. Cependant cette orientation comporte des risques; selon un expert russe «l'affaiblissement de la zone euro, sans lésiner sur les moyens pour l'obtenir, sera une orientation fondamentale de la politique américaine», car cet affaiblissement serait «la condition stratégique pour le maintien des Etats-Unis comme leader géopolitique mondial».

La guerre américaine contre l'Irak s'inscrivait dans cette problématique et c'est là une des raisons de l'opposition de l'Allema-

gne et de la France aux Etats-Unis. Selon un professeur de la Johns Hopkins University, «la guerre était une stratégie des Etats-Unis pour prévenir une fuite de l'OPEP vers l'euro comme monnaie de référence dans les transactions pétrolières. Le contrôle militaire de l'Irak permettra aux Etats-Unis de combattre le contrôle sur les prix imposé par l'OPEP. Cette guerre n'a rien à voir avec une menace de vieilles armes de destruction massives de Saddam ni avec le terrorisme; cela regarde au contraire la valeur globale du pétrole» (2).

Il y a un autre aspect à considérer, au moins aussi important que celui de la monnaie: c'est la question de la force militaire. Pendant combien de temps encore les impérialismes européens, accepteront de continuer à se soumettre à la superpuissance américaine sur le plan militaire? L'OTAN ne répond plus depuis longtemps aux intérêts des impérialismes européens, mais aux seuls intérêts de la domination étasunienne sur l'Europe. La crise de l'OTAN qui a éclaté lors de la guerre contre l'Irak et qui a connu un nouveau développement avec les tentatives de constitution d'un organisme de commandement militaire européen indépendant de l'OTAN, à la grande colère des Etats-Unis, n'est qu'à ses débuts. Plus s'approfondiront les oppositions d'intérêts entre les impérialismes européens et l'impérialisme américain, et plus l'OTAN se trouvera plongé dans l'impuissance à agir. Et un jour l'impérialisme américain devra affronter le problème de la réapparition de puissants militarismes russe, allemand, français...

Mais les Etats-Unis possèdent un avantage énorme par rapport aux impérialismes européens: l'avantage d'être une nation unique, une entité étatique unique et solide, et qui plus est absolument dominante aussi bien économiquement que militairement.

En dépit de ses efforts pour se coaliser face à la concurrence internationale, l'Europe ne réussira pas à devenir un Etat unitaire, à dépasser le stade d'un somme toute fragile **cartel d'Etats** distincts. L'histoire de ses capitalismes nationaux l'en empêche. Tant que durera la société capitaliste, l'Europe est condamnée à rester un monceau de nations de Etats concurrents et poussés à se heurter les uns les autres. Au dix-neuvième siècle, sur la lancée de la révolution bourgeoise française, les armées de Napoléon échouèrent à constituer un grand Etat européen face à l'alliance entre la moderne Grande-Bretagne bourgeoise et l'archaïque Russie féodale. Au vingtième siècle, sur la lancée de la contre-révolution nazie, les armées hitlériennes échouèrent elles aussi, face surtout à la puissance américaine qui en profita pour imposer sa domination sur la moitié de l'Europe.

Il n'y a aucune possibilité qu'y arrivent, avec leurs moyens incomparablement plus faibles, Schroeder et Chirac.

Il y a longtemps que nous rappelons contre le mythe de la constitution d'un Etat européen, l'impossibilité, au regard du matérialisme historique, d'une agrégation des unités étatiques historiquement établies, à travers un processus qui se déroulerait sur le terrain du droit, du libre choix ou du contrat entre égaux (3). Si une telle agrégation est possible sous une forme ou sous une autre, elle ne saurait se réaliser que sur le terrain de la force, plus précisément par la violence. Il en va de la centralisation politique comme de celle des capitaux qui, même dans le cadre juridique de leur «libre association», n'est concevable que comme «l'expropriation du grand nombre de capitalistes par le petit». Pratiquement donc une Europe bourgeoise unie ne serait possible que si se reproduisait à l'échelle du continent un processus matériel analogue à celui qui, au siècle dernier a donné naissance à des Etats nationaux comme l'Italie et l'Allemagne: par la violence guerrière et la force militaire d'un Etat traditionnel, seul ou allié à d'autres - en l'occurrence la Prusse et le Piémont.

Les événements des derniers mois n'ont

pas démenti cette analyse; le moment même qui devait être l'apothéose de la «construction européenne» avec l'élargissement à l'Est, a vu au contraire se briser la fallacieuse unité: une série d'Etats se sont alignés sur les Etats-Unis en opposition au bloc franco-belgo-allemand. Le comportement dominant de la France et de l'Allemagne a dressé contre lui, encore récemment une coalition d'Etats européens qui sentent leurs intérêts propres menacés par ceux-ci.

De tous les continents l'Europe est celui où le mode de production capitaliste lui-même a placé le plus d'obstacles à une éventuelle unification graduelle, démocratique et pacifique; c'est celui qui renferme en son sein le plus de contradictions, le plus de potentialités explosives; c'est celui où la croissance des forces productives se heurte et se heurtera avec le plus de violence au corset des formes bourgeoises et capitalistes réactionnaires, malgré les tentatives impuissantes des politiques bourgeoises de desserrer un peu ces contraintes. Continent à la fragmentation extrême, lieu classique des pires guerres, des pires tueries et des pires infamies que l'humanité ait jamais connu au long de son histoire, l'Europe a été aussi le continent classique des révolutions. Inexo-

ramblement il redeviendra demain, sous le fouet des crises économiques et sociales, un des centres décisifs de l'affrontement mondial entre les classes.

Comme le disait Trotsky en 1926, les Etats-Unis par l'opposition farouche d'intérêt qui l'oppose et l'opposera toujours plus violemment aux impérialismes européens, se révélera être «le levier par excellence de la révolution européenne» (4). C'est cela qui est inscrit dans l'inexorable aggravation des tensions entre ces pays, à côté des menaces guerrières, et c'est pour cela que devront combattre demain prolétaires et communistes.

(1) D'après «L'ennemi, c'est l'euro», article de «La Vanguardia», repris dans «L'Internazionale» n° 482.

(2) Ibid.

(3) Voir entre autres «United States of Europa», février 1950 publié dans «Per l'organica sistemazione dei principi comunisti», Testi di l'P.C.Int. n° 6; «L'Europe dans la perspective révolutionnaire communiste», Programme Communiste n° 80.

(4) Discours du 15/2/1926, dans «L'Europe et l'Amérique», p. 97.

## Assassinat collectif à Saint-Nazaire

Le 22 décembre, le *Queen Mary II* prenait le large à destination de Southampton, son port d'attache où il était baptisé par la reine d'Angleterre le 8 janvier. Son départ de St-Nazaire avait été fêté de façon plutôt «sobre» car, quelques semaines auparavant, le plus grand paquebot jamais construit avait fait, déjà, la une de l'actualité. Non pour battre de nouveaux records ou pour contribuer au «prestige» économique et maritime de la France, ni en raison d'un énième conflit social, mais parce qu'il était le théâtre d'une catastrophe qui endeuillait, bien entendu, la ville et les Chantiers de l'Atlantique, mais avant tout la classe ouvrière. Le 15 novembre, en effet, la seule coupée ouverte pour accéder au navire se détachait, faisant 16 morts et une trentaine de blessés.

Il n'y a pas besoin d'attendre les résultats de l'enquête judiciaire ouverte pour «homicides et blessures involontaires», ni d'être devin pour dire qu'ils blanchiront les vrais responsables, pour connaître les causes de ce drame et ses lampistes qui toucha, ce samedi, des salariés se rendant à bord pour travailler et des prolétaires venus en famille visiter ce géant. Comme toutes les entreprises sujettes à une forte concurrence, Alstom Marine (1) devait baisser au maximum les coûts de production pour être bénéficiaire sur cet énorme contrat; sous le capitalisme il n'y a pas d'autre solution qu'économiser sur la marchandise et «économiser» sur la force de travail. Et c'est la seconde solution qui est la plus facile à obtenir: les Chantiers de l'Atlantique (CA) ont donc sous-traité en cascade, précarisé au maximum les emplois, fait venir de la main d'œuvre qualifiée de pays aux salaires moins élevés et moins regardant sur les conditions de travail, flexibilisé à outrance, violé sans vergogne y compris la législation du travail, militairement organisé des horaires souvent déments, mis en place des cadences infernales grâce au harcèlement constant entretenu par de petits chefs bien dociles et bien conditionnés par leurs maîtres, etc...

Et, ils ont pu aussi faire des économies sur la sécurité en s'en désresponsabilisant en partie; c'est là la cause de l'effondrement de la coupée comme nous allons le voir.

Le jour de l'accident toutes les coupées étaient fermées ou retirées sauf celle qui s'était effondrée; conformément à la demande des CA, elle avait été placée la veille par Endel, filiale du groupe Suez (qui a reçu un prix sécurité en mars dernier par les raffineries de Gravenchon!), pour remplacer une autre plus étroite qui gênait le bon déroulement du travail. On se retrouvait donc avec une seule coupée, qui plus est un jour de visite organisée! Mais, en plus, on faisait attendre ces visiteurs non à terre devant la coupée mais sur celle-ci, alors que des salariés au travail l'empruntaient dans le même temps; en outre la résistance de celle-ci était diminuée parce que le navire avait été écarté du quai pour des travaux de finition de peinture sur la coque; de plus elle n'était apparemment pas fixée à chaque extrémité comme c'est la règle pour un navire en cale sèche.

C'est donc du travail saboté qui a causé

le drame qui a envoyé à l'hôpital et à la morgue des prolétaires, principalement des salariés d'une entreprise sous-traitante de nettoyage, MSNI (parmi lesquels des femmes qui avaient des CDD de seulement quelques jours). Un travail saboté pour l'installation de la coupée comme pour la visite organisée afin de gagner du temps, de **baisser les coûts** en réduisant personnel et délais dans chaque tâche au détriment de la sécurité des salariés comme ce fut le cas pour les 2 morts en 2000 (un éclairage défaillant et un échafaudage non conforme sont en cause) et tous les accidents «mineurs» ou graves qui n'ont pas fait de morts. Car la sécurité a ceci de déplaisant pour les patrons: elle ne leur rapporte rien et leur coûte cher. C'est pourquoi ils cherchent toujours à la réduire à son strict minimum; en conséquence, selon les statistiques officielles de l'Organisation Internationale du Travail qui l'affirment!, le non respect des règles de sécurité est la première cause de mortalité professionnelle au monde chez les prolétaires. Pourtant quand les patrons le veulent, la sécurité est assurée; ce fut le cas lorsque le minuscule agité de l'Intérieur est venu faire un énième show propagandiste à bord où il n'a trouvé aucun clandestin.

Un jour de deuil fut décrété à Saint-Nazaire le 17 novembre (après que la veille l'ancien «marin» Chirac et des membres de sa clique étaient venus jouer les charognards sur les lieux du drame). La direction des Chantiers avait décrété un jour chômé; mais une fuite recueillie par «Presse Océan» faisait bientôt savoir que la journée ne serait pas rémunérée... Donc, en plus de supporter la mort de certains d'entre eux, les prolétaires du site voyaient leur paie amputée d'un jour de travail! La nouvelle, qui se répandit comme une traînée de poudre, allait montrer la **connivence** de fait entre le patronat et les bonzes syndicaux; ceux de la CGT affirmaient en effet «déplorer» cette décision, mais se refusaient à toute action de protestation autre que symbolique «par respect pour les familles des victimes» (ou par respect pour les bénéficiaires des Chantiers?): pour la forme elle appela à un débrayage de deux heures - qui fut payé par la direction! Quand à la CFDT il lui fallut attendre décembre, quelques jours avant les... élections profes-

( Suite en page 4 )

## Réponse à une polémique

# Le CCI à contre-courant de la lutte prolétarienne

Dans un article destiné à tirer un premier bilan des grèves de mai-juin derniers («Après les grèves du printemps, se préparer aux luttes futures!», Le Proletaire n°468, août-septembre 2003), nous avons consacré deux paragraphes à une critique rapide de l'attitude du Courant Communiste International; ce groupe s'était en effet distingué par son opposition, non aux forces qui paralysaient la lutte, mais, en dernière analyse, au mouvement lui-même, dans lequel il voyait une «manoeuvre» de la bourgeoisie pour paralyser la classe ouvrière!

Apparemment nous avons touché là un point sensible car le CCI nous répond par deux longs articles aussi furieux que fumeux: «Les zigzags opportunistes du PCI-Le Proletaire», («Révolution Internationale» n° 340, novembre 2003) et «La calomnie n'est pas une méthode de débat dans le mouvement ouvrier» («RI» n° 341, décembre 2003). L'amateur de bizarreries pourra y trouver de laborieux raisonnements cherchant à démontrer que notre point de vue est «anarchiste petit-bourgeois» (parce que nous ne comprenons pas l'attachement des prolétaires... aux examens) (1) ou que nous «méprisons la réflexion théorique dans le combat du prolétariat», à la façon des «artisans communistes» (2) dans la Ligue des Justes en 1846 (parce que nous avons ironisé sur les «savantes analyses» du CCI) !...

Nous laisserons de côté ce genre de curiosités (3), pour nous centrer sur les points qui méritent une réponse, en particulier ceux qui touchent à l'analyse du mouvement de grève du printemps dernier et à l'attitude à avoir par rapport à celui-ci.

Le CCI nous accuse à ce sujet de «zigzags opportunistes» en affirmant que, d'un mois sur l'autre, nous aurions changé d'analyse sur ces grèves: en juin nous parlions d'«escarmouche» à propos du mouvement, tandis qu'en septembre nous soulignons ces aspects positifs; cela lui suffit comme démonstration de l'«incohérence» de notre pensée et de la «vacuité» de notre analyse. Nous aurions également changé d'analyse sur le mouvement de lutte de 1995, pour nous rallier à sa position. A cela le CCI ajoute notre «opportunisme indémodable

sur la question syndicale» et notre «rôle de porteur d'eau du syndicalisme "radical", "à la base"», sans oublier notre «démarche sibylline consistant à dire les choses à moitié, à ne jamais aller jusqu'au bout de son raisonnement» qui «est justement celle de l'opportunisme» parce que nous serions incapables de dire si cette lutte s'est «oui ou non soldée par une défaite pour la classe ouvrière», etc., jusqu'à notre... «pur collaborationnisme avec les forces d'encadrement de l'Etat bourgeois!». Serions-nous, sinon des flics, du moins des collaborateurs des flics?

### LE SEUL BILAN DES GRÈVES POUR LE CCI: UNE CINQUANTE DÉFAITE

Prenons les choses par ordre. Que ce mouvement était seulement une première escarmouche et non la bataille frontale et finale entre prolétariat et bourgeoisie (y compris même sur le seul problème des retraites), nous semble difficilement contestable; cela ne peut en aucune façon signifier qu'il faille se désintéresser d'un tel épisode de lutte, lui tourner le dos, et ne pas en faire ensuite un bilan: c'est dans les luttes partielles, d'autant plus quand elles sont d'une ampleur aussi importante, que se préparent les luttes générales.

Personne ensuite, à notre connaissance, ne conteste que le grand mouvement de grèves du printemps s'est soldé par une défaite, puisque le projet de Raffarin est passé (3). Mais ce que nous nions absolument c'est qu'il se soit «soldé par une défaite cinquantaine pour la classe ouvrière» comme l'écrit le CCI en soulignant l'adjectif, obligé qu'il est

de noircir au maximum la défaite pour justifier son attitude. Tous les échos que nous avons pu recueillir témoignent que les grévistes ne sont pas sortis du mouvement écrasés, démoralisés et ayant perdu pour longtemps toute velléité d'organisation et de lutte, comme cela arrive lors des défaites cinquantaines.

Mais surtout les marxistes ne jugent jamais un mouvement seulement, ni même principalement, sur son résultat contingent (nous disions cela en substance dans notre tract de mai reproduit sous forme d'édition dans le Proletaire de juin-juillet); dans tout épisode de lutte, grand ou petit, ce qui est important disait le Manifeste, c'est «l'union grandissante des travailleurs»: c'est avec ce type de critères qu'il faut juger une vague de luttes qui a mis en mouvement des centaines de milliers de prolétaires et non sur le simple résultat final: la réforme est passée.

Nous nous sommes attachés dans nos réunions comme dans notre presse à mettre en relief les faits positifs pour la future reprise de classe qui se sont manifestés dans le mouvement du printemps, les progrès qu'ils révèlent dans la maturation de l'antagonisme social et de la combativité des travailleurs, notamment la tendance assez générale, et particulièrement significative dans un secteur comme celui de l'Education Nationale, à dépasser les corporatismes, à essayer d'étendre la lutte à d'autres prolétaires.

Mais nous avons aussi indiqué la faiblesse encore très grande de la classe ouvrière, la difficulté encore formidable qu'elle a à «prendre en main ses luttes» et à se réorganiser sur une base classiste, tant sur le plan de la lutte immédiate que sur celui de la lutte politique et du parti de classe.

Sur la question précise de l'organisation des grévistes, le lecteur de bonne foi même seulement des citations faites par le CCI de nos positions, peut se rendre compte que nous n'avons pas pris les coordinations comme étant déjà des formes classistes, mais comme un essai, un pas dans cette direction, qu'il fallait au minimum reconnaître et saluer et dans la mesure du possible encourager (ce qui veut dire essayer que l'essai soit transformé en luttant, en leur sein, contre toutes les forces qui voulaient en faire de simples annexes des appareils collaborationnistes).

Quel est à l'inverse le bilan tiré par le CCI? Purement et simplement négatif.

Selon lui, il fallait «dénoncer» les coordinations, car c'était des formes d'organisation que les trotskystes «avaient mises en place pour les vider de tout contenu de classe [elles en avaient donc un?] et pour empêcher toute tentative de prise en main de la lutte par les ouvriers eux-mêmes». «Les seules formes d'organisation que nous avons vu (sic) apparaître dans ce mouvement (assemblées générales, comités de grève, coordinations) étaient totalement mises en place, contrôlées et dirigées par les syndicats et leurs bases trotskystes».

Quand à la lutte dans l'Education Nationale, elle «était en réalité totalement contrôlée et encadrée par les syndicats et leurs valets trotskistes ( et [...] elle n'a pas "renforcé la classe ouvrière" mais le réformisme bourgeois)». Cette lutte s'inscrivait en effet pour le CCI dans une «stratégie manoeuvrière» de la bourgeoisie «visant à saboter la lutte prolétarienne et à infliger des défaites cuisantes à la classe ouvrière». Que le lecteur se cramponne, l'explication est pour le moins tirée par les cheveux:

«Pour faire passer l'attaque sur les retraites, le gouvernement, avec la complicité des syndicats et des gauchistes avait réussi à isoler les travailleurs de l'Education nationale en portant une attaque spécifique à ce secteur (la décentralisation) pour noyer l'attaque centrale contre le système des retraites et empêcher une riposte massive et unie de toute la classe ouvrière».

Quand il mène une attaque centrale contre les travailleurs, il suffirait donc que le gouvernement y ajoute une attaque particulière contre un secteur donné pour que, on ne sait pourquoi ni comment, cela empêche une lutte massive de tous! Inutile d'essayer de

trouver un sens à des raisonnements qui n'ont ni queue ni tête parce qu'ils ne servent qu'à essayer - plutôt mal - de justifier l'injustifiable.

Le CCI nous reprochait de n'avoir fait aucune citation de ses écrits à l'appui de notre critique de sa position. Continuons donc à combler cette lacune: que disait le CCI aux travailleurs, quelle perspective leur présentait-il dans ses publications?

Pendant tout le mouvement, à côté d'un article condamnant les grèves dans les transports, les menaces sur les examens ou «la lutte jusqu'aboutiste» comme autant de pièges des syndicats et des gauchistes pour rendre la grève «impopulaire auprès des non-grévistes» et isoler les éléments les plus combattifs, la seule perspective qu'il a avancée a été la suivante, qui se trouvait sur le supplément à «R.I.» (datée du 25 avril):

«Quelle que soit la capacité de la classe ouvrière, relativement faible actuellement, de s'opposer de façon unitaire, malgré le sabotage syndical, à la marche vers une dégradation considérable de ses conditions de vie, il est de la plus haute importance que, pour se renforcer dans sa lutte face aux attaques de la bourgeoisie, soit prise en charge... [l'organisation de cette lutte indépendamment du collaborationnisme, la mise en avant des moyens et des méthodes de lutte classistes, le regroupement d'une avant-garde sur les positions du parti de classe, etc., etc.? Vous n'y pensez pas, ce serait de l'opportunisme irresponsable et anarchisant à la PCI!] ...la discussion des questions fondamentales suivantes: - c'est la crise historique du capitalisme qui porte avec elle des attaques (...) contre toute la classe ouvrière - c'est elle qui est aussi à l'origine de la fuite en avant du monde dans la guerre (...) - loin de renforcer la nécessaire riposte de la classe ouvrière, l'action des syndicats ne fait que l'affaiblir». Ce n'est qu'un début, continuons le débat!...

Pour couper court à toute mauvaise polémique, précisons que nous ne sommes bien entendu pas opposés à la discussion par les prolétaires de la crise historique du capitalisme et d'autres grandes questions théoriques et programmatiques! Mais avancer cela comme seule perspective alors même que la lutte battait son plein, qu'est-ce d'autre que tourner le dos aux questions brûlantes qui se posaient objectivement à des centaines de milliers de travailleurs? Qu'est-ce d'autre qu'un appel à abandonner la lutte en cours, qu'une désertion non seulement de la lutte contre les mesures gouvernementales, mais en même temps du combat contre le sabotage de cette lutte par les organisations collaborationnistes?

Nous n'avons en rien travesti l'attitude du CCI quand nous l'avons accusé d'avoir porté une condamnation de fait du mouvement: c'est précisément parce qu'il condamnait ce mouvement, qu'il n'a avancé que cette «perspective» anti-lutte.

Il avait eu exactement la même attitude en 1995, dénonçant d'abord une manoeuvre bourgeoise visant à infliger une «défaite cuisante» (déjà!) aux prolétaires; puis, cette défaite cuisante sombrement pronostiquée n'ayant pas eue lieu, une manoeuvre visant à redorer le blason des syndicats en montrant qu'ils peuvent mener au succès des luttes: c'était la bourgeoisie qui avait décidé la grève, poussé les travailleurs à la lutte et qui leur avait accordé quelque chose (voire, comme dans les cas des tramots marseillais, une «victoire sur toute la ligne!»), afin de leur refaire prendre confiance dans les syndicats et mieux les vaincre ensuite! Ce n'est pas par hasard bien sûr que le CCI a publié pendant le mouvement de lutte du printemps un article réaffirmant ces stupidités, mais pour appuyer sa condamnation du mouvement: si la bourgeoisie avait pu organiser toute une vague de grèves en 95, elle pouvait bien faire encore de même cette fois-ci...

Nous renvoyons à notre brochure «Le CCI à contre-courant du marxisme et de la lutte de classe» où est reproduit un article de critique de sa position défaitiste d'alors; nous ne pouvons pas nous étendre davantage ici sur cet épisode significatif, mais nous ne

## Assassinat collectif à Saint-Nazaire

( Suite de la page 3 )

sionnelles, pour qu'elle se décide à critiquer cette scandaleuse décision de la direction.

Finalement, le 26 décembre, la direction des CA, véritable vampire, annonçait le paiement du jour de deuil, mais... sur le dos des travailleurs: en leur prenant soit un jour de congé payé, soit un jour de r.t.t., soit un jour de récupération en échange d'un samedi travaillé, sinon ce sera considéré comme un jour de congé sans solde!

En d'autres temps, comme en 1955 ou 67 notamment, un tel drame aurait débouché sur une grève ou un mouvement social très dur avec accès au site fermés, occupation des locaux ou séquestration de la direction. Malheureusement, le prolétariat est aujourd'hui paralysé par l'interclassisme, le respect des lois et le pacifisme social que lui a inculqué les réformistes pendant leur long travail de sape, et, plus particulièrement, les bonzes syndicaux, tricolores jusqu'au slip. C'est ainsi que la CGT appela le 17 décembre les travailleurs à manifester contre des changements d'horaires, le chômage partiel et aussi, elle qui n'avait pas voulu appeler à protester contre la mort des prolétaires, pour... «montrer leur attachement à voir vivre la Navale à St-Nazaire» (manifestation ne rassemblant que 200 personnes).

La peine et à la douleur des prolétaires qui ont perdu des proches et des camarades lors de ce drame doivent déboucher sur la compréhension que les patrons du site en sont les responsables, qu'ils sont de véritables assassins comme tous les capitalistes qui s'engraissent grâce à la sueur et au sang des prolétaires; mais aussi que ceux qui ont réussi à endormir les prolétaires pour les

empêcher de réagir, sont leurs complices. Les victimes de ce drame qui est un assassinat et non un accident due à la «fatalité», seront un jour vengées, comme toutes les victimes des catastrophes provoquées par le mode de production capitaliste. Elles le seront quand le prolétariat aura réussi à rompre avec tous les agents de la collaboration des classes, avec tous les défenseurs de l'économie nationale, de l'entreprise, de la légalité et du pacifisme, qui le paralysent et le désarment face à l'exploitation, quand il aura réussi à s'organiser pour défendre ses seuls intérêts de classe. Alors il pourra couler le capitalisme et jeter aux requins sa classe d'assassins avec tous ses suppôts.

(1) Alstom marine est une division du groupe Alstom, l'une des plus importantes entreprises françaises. Sa puissance peut se mesurer au fait que virtuellement en faillite l'été dernier, elle a été capable de mobiliser à son secours toute la puissance de l'Etat. Celui-ci a négocié avec les banques l'injection de capitaux considérables dans les caisses d'Alstom, sans se soucier de violer tous les règlements communautaires: bien qu'ulcérés par cette pratique cavalière, les bureaucrates de Bruxelles, n'ont pu faire autre chose qu'avaler la couleuvre. Autre preuve de son influence parmi les couches supérieures du capitalisme français, Alstom marine aurait dernièrement réussi à remporter la fabrication de la coque du prochain porte-avions tricolore, sous la forme d'un remake du Queen Mary II, contre le lobby nucléaire qui poussait à la fabrication d'un bâtiment à propulsion atomique...

retirons rien, comme il nous l'intime, de nos critiques: nous n'avons pas changé d'analyse ni sur les événements de 95, ni sur l'attitude prise par le CCI.

Ce dernier a encore eu la même attitude vis-à-vis de la lutte des intermittents du spectacle, à ceci près que la lutte étant beaucoup plus faible, il n'y avait plus besoin de prendre des gants. La condamnation qui était **implicite** lors du mouvement du printemps, est devenue là **ouverte** et **explicite**. Sans aucun doute «marginale» par rapport aux prolétaires traditionnels, les travailleurs de ce secteur constituent véritablement les prolétaires des **industries de la culture** (secteur particulièrement développé en France et qui sait utiliser toute la force de l'Etat national pour se défendre face à la concurrence américaine: voir la fameuse «exception culturelle», mot d'ordre de la défense des industries «culturelles» françaises). Pour la première fois de leur histoire, ils se sont mobilisés et ont lutté collectivement pour la défense de leurs intérêts de salariés. Dans les faits, sinon toujours dans les têtes, les éléments les plus combattifs, constitués surtout par une masse de «techniciens», travailleurs d'entretien, cadres, figurants, etc., aux salaires de misère, ont dépassé les habitudes et les asphyxiants réflexes «culturels» omniprésents dans un tel milieu, pour se comporter comme des prolétaires en lutte. Ils n'ont pas hésité à faire grève, à manifester massivement en profitant de leur concentration lors des festivals de l'été, à bloquer ces derniers sans se soucier des pertes financières que cela occasionnait aux municipalités et aux compagnies diverses. Leur combativité doit être saluée et recevoir le soutien de tous les prolétaires conscients.

Comment à l'inverse a réagi le CCI? En condamnant et en **calomniant** de la pire façon cette lutte et ces travailleurs. Pour lui cette lutte était en effet une «*mascarade théâtrale*», un «*spectacle de l'été dont le scénario et la réalisation ont été l'oeuvre de l'Etat bourgeois*» (!); «*Il fallait entraîner le plus possible d'intermittents dans le mouvement*», «*attiser le vent de révolte*»; «*ce milieu artistique très fermé, très fortement influencé par l'idéologie petite-bourgeoise individualiste constitue un terrain idéal pour les manipulations de la bourgeoisie*»; les intermittents «*sont poussés à scier la branche sur laquelle ils sont assis: à chaque fois qu'un spectacle ou un festival est annulé, c'est une occasion perdue de décrocher un contrat et un pas certain vers le chômage pour la majeure partie d'entre eux*» (4). Que n'ont-ils écouté le CCI: pour leur bien, il leur aurait sagement déconseillé toute grève, bien trop risquée!

Cette prose vraiment écoeurante démontre que l'attitude adoptée lors des grèves du printemps, la même qu'en 95, la même que vis-à-vis de la lutte des ouvriers de Cellatex, était tout sauf accidentelle. Son origine se trouve dans les orientations générales, dans les présupposés théorico-programmatiques de cette organisation: est rejetée toute lutte qui ne rentre pas dans le moule de ses a priori métaphysiques (lutte sans présence des syndicats, des gauchistes ou des «syndicalistes de base», qui se généralise immédiatement, qui est brève, non autoritaire et qui surtout ne donne naissance à aucune organisation durable des travailleurs). On comprend ainsi qu'aucune lutte ouvrière réelle ne pourra jamais recevoir l'aval du CCI...

C'est parce qu'il a condamné le mouvement du printemps comme le mouvement des intermittents, parce qu'il a condamné les efforts des grévistes les plus combattifs pour essayer de s'organiser, qu'il a condamné leur volonté de ne pas céder et de reprendre des moyens d'action efficaces, que le CCI est bien obligé en guise bilan d'exagérer la défaite; incapable par conséquent de tirer le moindre enseignement de ce conflit, il se contente, en guise de justification, de crier «*Il faut lutter!*»... quand la lutte est finie, comme nous allons le voir.

#### MENSONGES, CALOMNIES ET VÉRITÉ OFFICIELLE

Il nous faut répondre plus précisément

aux accusations de mensonges et calomnies que le CCI nous adresse dans le second article de «*Révolution Internationale*» (5). Nous l'aurions d'abord calomnié en prétendant qu'il avait condamné le mouvement; il nous semble que ce que nous avons vu plus haut montre assez ce qu'il en est, mais «*R.I.*» veut apporter une preuve: dans un tract du mois de juin, le CCI écrivait, paraît-il, que «*Face aux attaques capitalistes, la lutte est nécessaire*», «*La classe ouvrière n'a pas d'autre choix que de lutter*», «*C'en'est qu'en reprenant le chemin de la lutte que la classe ouvrière pourra retrouver son identité, etc.*».

Le malheur, c'est que ces fortes déclarations ont été faites, selon le tract lui-même, «*après la défaite*»; et, devons-nous ajouter, **après** que les représentants du CCI aient appelé les travailleurs à **cesser la grève** et à **reprendre le travail!** Le toupet du CCI est vraiment renversant...

Justement, «*R.I.*» nous reproche d'avoir écrit que ces appels à cesser la grève ont été hués; les militants du CCI ne cherchaient pourtant pas à le nier (ils ne pouvaient faire autrement): mais écrire cette vérité dérangeante, c'était sans doute là la calomnie! Remarquons alors que les lecteurs de «*R.I.*» ont pu découvrir grâce à notre «*calomnie*» cette vérité que l'article d'autoglorification sur l'intervention du CCI dans les luttes avait curieusement «*oublié*» de leur signaler... c'est-à-dire leur avait volontairement **caché**. Mais ce sont «*les syndicats et les gauchistes*» qui ont hué les appels à cesser la grève, nous affirme «*R.I.*»! Encore une fois les militants du CCI n'ont pas cherché à nier qu'ils avaient été hués par les **travailleurs combattifs**; ils justifiaient même ce fait par la nécessité pour les révolutionnaires d'être à **contre-courant**. L'ennui est que dans ce cas, ils se sont trouvés à contre-courant de la lutte prolétarienne... C'est un aveu que leur organisation ne peut admettre; et c'est pourquoi il lui faut édicter une **vérité officielle** pour dissimuler la réalité des faits.

La troisième calomnie dont nous serions rendus coupables, serait d'avoir accusé le CCI de ne pas avoir voulu appeler les travailleurs à prendre leur lutte en main. En fait nous nous sommes bornés à reproduire les déclarations d'un responsable du CCI; dans une réunion parisienne du mois de juin, celui-ci avait voulu expliquer pourquoi son organisation n'avait pas appelé, dans un tract ou dans son supplément, les travailleurs à prendre leur lutte en main, comme nous l'avions fait (son explication était qu'ils avaient fait une analyse concluant à ce que la lutte ne pouvait mener qu'à l'échec, et qu'il était donc de la responsabilité des révolutionnaires de mettre en garde les travailleurs contre ce piège). Sans doute, encore une fois, la vérité officielle du CCI ne peut admettre les déclarations de ses propres militants. Certains d'entre eux expliquaient (en le justifiant) que la position de leur organisation avait changé entre le début et la fin du mouvement. Faut-il chercher ailleurs la raison pour laquelle celle-ci s'acharne à trouver et à fustiger des changements de position... chez les autres?

#### IN CAUDA VENENUM

La mauvaise querelle que nous cherche le CCI, avec son déluge d'accusations jusqu'aux plus grotesques (comme par exemple d'«*embarquer [les ouvriers] dans des aventures qui peuvent leur être fatales, accentuant la démoralisation et faisant le jeu de la bourgeoisie*»!), a peut-être en effet une fonction interne, celle de faire taire les interrogations et les doutes parmi ses militants et sympathisants sur l'attitude suivie lors des dernières grèves: un tel tir de barrage ressemble beaucoup à de l'intimidation.

C'est ce que pourrait aussi suggérer la fin de l'article, où, conformément à une tradition littéraire plutôt rebattue, le CCI regroupe ses attaques les plus terribles; celles-ci culminent dans l'accusation fatale de liaison avec ses opposants internes. C'est ainsi que notre «*principale préoccupation*» serait une «*entreprise de dénigrement du CCI*» menée au moyen «*de la falsification, du mensonge et de la diffamation*»; nous nous approprie-

rons «*de plus en plus la méthode du parasitisme*», la calomnie. D'ailleurs, nous y voilà! nous n'aurions eu «*aucun scrupule à flirter avec des éléments parasitaires regroupés sous le nom pompeux de Fraction interne du CCI*». «*Pour défendre sa petite boutique contre le CCI, tout est bon à prendre pour le PCI (y compris la complaisance avec des voleurs et des mouchards!) au mépris de tout principe. Voilà où mènent l'opportunisme et le sectarisme: s'associer avec n'importe quel petit groupe de voyous qui vient lui lécher les bottes pour l'entraîner dans un front unique anti-CCI*».

En réalité, qui est le grand calomniateur, non seulement de ses dissidents ou de notre organisation, mais des luttes prolétariennes et des prolétaires?

\* \* \*

La vague de luttes que nous avons connue se répétera inévitablement, sous une forme ou sous une autre; tennailé par la crise, le capitalisme est contraint de s'attaquer toujours plus brutalement aux prolétaires y compris dans les pays les plus riches, où au cours des décennies la bourgeoisie s'est employée à domestiquer et à contrôler la classe ouvrière - y compris en amortissant dans une certaine mesure les rigueurs de l'exploitation. Les réactions de lutte prolétariennes à ces attaques sont inévitables. Au-delà des résultats contingents, ces épisodes seront les moments où les prolétaires devront apprendre à lutter, refaire l'expérience de leur propre force, mais aussi de leurs faiblesses; constater, au-delà des déclarations, qui sont leurs amis et qui sont leurs ennemis. Les éléments d'avant-garde, mais aussi des couches plus larges, pourront et devront en particulier vérifier dans les faits les prétentions des organisations qui se disent révolutionnaires, la justesse ou la nocivité de leurs orientations.

Mais en ce qui concerne le CCI, la preuve est faite: il est bien à contre-courant de la lutte prolétarienne.

(1) La question des examens n'est pas tout à fait secondaire.

Le CCI fait semblant de penser que nous l'accusons de croire que les examens sont le moyen pour les prolétaires de s'émanciper (comme le prétend la propagande bourgeoise sur l'ascenseur social que constituerait l'Ecole). Mais en cherchant à se laver de cette accusation, il montre que notre remarque ironique était beaucoup plus près de la vérité que nous le pensions nous-même; il se livre en effet à une défense tout à fait déplacée des examens: ils seraient selon lui un moyen pour les prolétaires d'éviter l'exclusion et une trop grande exploitation. *Prolétaires, aux examens!*, serait-il le nouveau slogan du CCI?

Le fait que pour vendre au mieux leur force de travail les prolétaires sont conduits à chercher une qualification supérieure, ne change rien à cet autre fait que le seul moyen réel de se défendre contre l'exploitation, c'est la **lutte, pas les examens**. L'exception constituée par la réussite sociale de quelques rares fils de prolétaires, exception d'ailleurs toujours plus exceptionnelle quand l'expansion capitaliste disparaît, confirme la règle générale selon laquelle la sélection scolaire ne fait que reproduire la division sociale. La croyance dans la protection contre l'exploitation que procurerait les examens (et l'Ecole en général) aux enfants des prolétaires est précisément cette idéologie bourgeoise pernicieuse que les communistes doivent combattre sans se lasser. Devoir rappeler ces vérités élémentaires à des gens qui se disent marxistes est tout de même inattendu...

Sur un autre plan, contrairement à ce que prétend le CCI, ce ne sont pas les syndicats qui poussaient au blocage du bac; ils ont au contraire tout fait pour saboter ce type d'action, s'alignant sur la campagne gouvernementale de menace et chantage par rapport à un blocage. Un mouvement de lutte d'une ampleur un peu importante dans ce secteur ne peut pas reculer devant la perspective

d'une grève des examens - perspective qui s'oppose frontalement à toute l'idéologie et la pratique collaborationnistes dans l'Enseignement. Refuser par principe qu'une action de grève aille jusqu'au blocage des examens, sous prétexte de ne pas risquer l'impopularité, c'est abandonner une des armes les plus puissantes dont peuvent disposer les grévistes, par peur de l'**opinion publique**, qui est toujours **bourgeoise** - tant que la bourgeoisie est la classe dominante. Car contrairement à ce qu'écrit le CCI (en démontrant qu'il s'agenouille devant cette opinion publique), non seulement «*les ouvriers qui pensent nécessaire la révolution communiste*» mais plus généralement tous ceux qui sont soucieux de la défense de leurs propres intérêts de classe, ne seraient pas **hostiles** mais **solidaires** d'une telle lutte, même si elle entraînait des «*préjudices*» momentanés pour leurs enfants, parce qu'ils la reconnaîtraient comme une **lutte réelle, de classe**, une lutte qui serait donc aussi, potentiellement, la leur.

Il en va de même pour les grèves dans les transports, qui ont rencontré à plusieurs reprises compréhension et solidarité de la part des prolétaires, à la grande surprise des médias - et à la grande incompréhension du CCI.

(2) Toutes les citations de cette première partie sont tirées, sauf indication contraire, du n° 340 de «*Révolution Internationale*»

(3) Nous avons écrit dans «*Le Prolétaire*» n° 467, que nous ne voulions pas faire dans l'article une *analyse détaillée* du projet Raffarin sur les retraites, démontrer la fausseté des arguments avancés par ses partisans, etc., nous contentant seulement d'affirmer qu'il répondait au besoin non de sauver les retraites mais de sauver les profits.

«*R.I.*» se jette sur ces deux mots pour y voir un refus du PCI d'analyser... «*la gigantesque manoeuvre "scientifiquement organisée" de la bourgeoisie pour faire passer l'attaque sur les retraites*» et donc un aveu de «*l'indigence de sa pensée*»; suivent de longs développements véritablement... indigestes sur notre refus de faire des analyses, notre «*mépris de la théorie (...)* propre au matérialisme vulgaire», etc.

Une interprétation charitable, mais fautive, de ces élucubrations (dont ce n'est là qu'un échantillon) serait que l'auteur de ces articles était tellement énervé lorsqu'il les a écrits qu'il n'avait plus toute sa tête. En réalité si le CCI perd la tête, c'est qu'une mauvaise cause ne peut être défendue que par de mauvais arguments.

(4) Voir le n° 338 (septembre 2003) de «*Révolution Internationale*».

(5) Toutes les citations qui suivent sont tirées du n° 341 de «*Révolution Internationale*».

**Vient de paraître:**  
**«Le Courant Communiste International: à contre-courant du marxisme et de la lutte de classe»**  
(76 pages - 2 €)

**le prolétaire**

parti communiste international | programme communiste

**Le Courant Communiste International: à contre-courant du marxisme et de la lutte de classe**

# La disparition de l'individu en tant que sujet économique, juridique et acteur de l'histoire, est partie intégrante du programme communiste original (2)

( Compte-rendu de la réunion générale de Parme 1958 )

( Suite de la page 1 )

n'est là qu'un rêve généreux, fou et impossible.

Mais le philistin occidental comprendra qu'il ne peut plus chanter victoire quand le philistin russe sera obligé de cracher la confession qu'il n'a rien à voir avec le communisme marxiste.

## L'HOMME ET LA NATURE

Le brillant passage dont s'est servi le rapporteur pour clarifier des questions d'économie et d'histoire sociale - en traitant la question de l'évolution des rapports entre individu et société, et celle de la possibilité pour une science humaine (non pas individuelle mais collective et de parti, voilà le point crucial) d'établir des lois de l'histoire à venir - nous a conduit sur le terrain que l'on appelle communément philosophique. Cela a donné lieu à quelques critiques des interventions de marxistes (de souche stalinienne malheureusement) au cours du congrès philosophique de Venise.

Nous prétendons que l'étude des lois de la société future est possible, parce que nous attribuons à la science de la société humaine, bien qu'elle n'en soit encore qu'à ses débuts, la même capacité qu'à la science de la nature, qui, elle, était déjà en pleine floraison au début de l'époque bourgeoise, il y a quatre siècles.

Le marxisme s'affranchit de la croyance superstitieuse en l'existence d'une barrière infranchissable entre les formes de la connaissance des faits de la nature et celles des faits humains. Notre prétention à décrire la société future se fonde sur celle de l'astronomie à prévoir les éclipses - fait très ancien - et même les phases millénaires de la vie d'une étoile ou d'une nébuleuse.

Il n'y a aucune raison que la philosophie de l'histoire soit différente de la philosophie de la nature; il est possible d'exprimer cela de façon plus correcte en disant qu'indépendamment de leur degré différent de développement, la science de la nature et celle de l'histoire se servent des mêmes méthodes de recherche dans le but unique de trouver l'uniformité des événements passés et actuels, et pour en tirer la prévision des événements futurs.

Ce serait impossible si l'on admettait que les deux mondes, celui de la nature matérielle et celui de l'esprit, sont étrangers l'un à l'autre. C'est sur la base de ces considérations élémentaires que tous les marxistes qui ont traité de philosophie et de critique des philosophies conventionnelles du monde bourgeois, se sont proclamés **monistes**, en tant que matérialistes. Une philosophie qui serait basée uniquement sur le monde de l'Esprit, en considérant que le monde matériel est une émanation ou (ce qui est moins obscur) une création de celui-ci, serait, elle aussi, moniste. Au contraire, se disent dualistes les systèmes qui considèrent les deux mondes comme distincts et opposés. Marx et Engels se sont définis comme monistes face à Hegel et à l'idéalisme allemand. Lénine et Plekhanov défendirent cette position contre des philosophes bourgeois plus récents et contre des déformateurs du marxisme classique y compris sur le plan philosophique.

Les soi-disant marxistes du congrès de Venise, eux, revendiquent de ne pas être «monistes», qualification qu'ils attribuent au «matérialisme vulgaire» et «bourgeois». Ils appellent le matérialisme de Marx, selon l'expression qui plaisait à Staline, dialectique; mais pour ces fumistes la dialectique signifie que le monde de l'homme a une

position distincte et opposée au monde de la nature.

**Homme et nature** était un des thèmes du congrès; et cela aurait conduit à parler beaucoup du marxisme: mais de quel marxisme? D'après le compte-rendu de «L'Unità» de septembre, le congrès aurait pris position contre la tendance à résoudre les deux termes l'un dans l'autre: «*la nature dans l'homme (idéalisme) ou l'homme dans la nature (mécanisme ou matérialisme vulgaire)*». La conception aujourd'hui «à la mode» établirait que les deux termes sont «*corrélatifs*», et le marxisme en serait sinon l'unique (sic!), du moins la plus vivante expression.

Le seul fait qu'un journal qui se dit marxiste aille chercher des succès dans un symposium de philosophes officiels et professionnels suffit à expliquer l'effroyable confusion de principes où nous nous trouvons.

La dialectique est invoquée à tort pour faire passer frauduleusement l'affirmation que le domaine des faits humains s'oppose de l'extérieur au domaine des faits naturels. Cette affirmation n'est exprimée que pour arriver au rejet de la conception selon laquelle les processus humains sont déterminés par des causes naturelles; elle revient à introduire l'action de facteurs non matériels dont l'homme pensant est le porteur, comme cause des transformations du monde.

Cela revient à admettre que la nature se modèle sur des formes qui ont fait leur première apparition dans la Pensée, c'est-à-dire dans l'esprit, et qui y trouvent toutes leurs genèses. En réalité il faut placer le jeu de la dialectique dans un tout autre rapport: non entre la nature et l'homme, mais entre société humaine et individu.

Même quand elles ne l'avouent pas ouvertement, toutes les idéologies qui veulent mettre au premier plan l'homme par rapport au monde physique et lui donner sur celui-ci une prééminence qui le libère de la détermination, n'ont pas en vue l'homme-espèce mais l'homme-individu. Tous les idéalismes sont des individualismes. Tous les Croce qui disent que la seule origine de la science se trouve dans l'acte de penser, admettent comme domaine de recherche la pensée et le cerveau, qui est celui d'un homme individuel.

## LES DIVERS MATÉRIALISMES

Qu'est-ce que Marx veut dire quand il parle de matérialisme **vulgaire**? Quelque chose de semblable à ce qu'il conçoit quand il oppose l'économie vulgaire à l'économie classique précédente, bien que toutes les deux soient bourgeoises. Le matérialisme vulgaire n'est pas le matérialisme d'avant, mais celui d'après la révolution française. Dans l'**Encyclopédie**, il se trouve un matérialisme philosophique que Marx nomme précisément **classique**; il lui attribue la capacité d'aller de la destruction de tout fidéisme dans la nature, à la destruction du fidéisme et du spiritualisme dans la société humaine. Mais la victoire de la société capitaliste a arrêté ces développements doctrinaux classiques; elle a réduit la science économique à l'économie vulgaire qui cache l'extorsion de plus-value, de même qu'elle a réduit le matérialisme classique des Diderot et d'Alembert à une philosophie vulgaire qui ne touche pas à la domination bourgeoise et fait l'apologie de l'oppression économique après avoir condamné l'oppression culturelle et juridique. Le matérialisme vulgaire tel que l'entend Marx est celui qui se développe dans le positivisme scientifique, raillé aujourd'hui à juste titre, des Spencer, Comte, Ardigò et diverses versions nationales qui séduisent,

il y a des décennies, les socialistes révisionnistes anglo-latins, alors que l'idéalisme vieux style racolait les Allemands et les Russes.

Essayons d'indiquer plus précisément la distinction entre matérialisme vulgaire et matérialisme marxiste. Admettons que dans les deux cas les faits matériels soient mis à la base en tant qu'infrastructure et que de leur dynamique on veuille déduire la science des faits et comportements humains, l'explication des opinions et des idéologies. La myopie du matérialisme vulgaire réside dans le fait de poser cette relation dans le champ clos de l'individu humain.

Pour le matérialisme historique, terme que Marx considérerait équivalent à celui de déterminisme économique, la question est placée au niveau de toute la société et de toute son histoire; l'étude ne porte plus sur le comportement et la pensée de l'individu, mais sur l'attitude et l'idéologie des classes sociales et des formes qui se succèdent dans l'histoire.

Le déterminisme des positivistes se réduit à faire dépendre la psychologie de la physiologie; celui des matérialistes marxistes part de l'économie sociale pour fonder sur cette base l'explication du droit, de la religion, de la morale et même de la philosophie des époques successives.

La première vision est insuffisante et stérile; elle se perd en outre dans une perspective obscure et sans issue. Comme nous le faisons, elle tient compte de l'effet du milieu physique extérieur à l'homme, mais fragmenté en d'innombrables particularités irréductibles; tandis que ce qui nous importe, ce sont les circonstances et les relations générales, comme celles existant entre un climat géographique donné et l'adaptation et le comportement qui en résultent dans une population, sous forme de moyenne valable pour tous les individus.

La science est encore très loin de pouvoir déterminer, à partir des données physiques du milieu dans lequel vit un organisme humain et du... menu qui lui a été servi à table, la genèse de la pensée dans son cerveau, ne serait-ce que parce que le lien qui unit les systèmes végétatif et neuro-psychique n'est pas encore découvert. Mais avec le matérialisme marxiste nous prétendons pouvoir traiter avec une rigueur scientifique, c'est-à-dire avec une bonne réduction des marges d'erreurs, la relation causale entre les conditions matérielles de vie d'une collectivité humaine, en tant que rapport avec la nature et que rapports entre les hommes (entre classes sociales), et les caractères de son organisation politique, juridique, etc...

La différence entre les deux matérialismes ne réside donc pas dans le fait complètement inventé que Marx aurait abandonné le terrain moniste pour établir une creuse égalité entre la nature et l'homme, une espèce de néo-dualisme; elle réside dans ce point fondamental: la conception marxiste ne se passe pas par la détermination insaisissable en jeu dans l'organisme individuel et dans le cerveau personnel, elle n'a pas pour objet la vide illusion de la «personnalité»; elle fonde la relation sur les conditions matérielles d'une communauté sociale et toute la série de ses manifestations et de ses développements historiques.

Avec quantité de preuves historiques à l'appui, nous considérons que l'influence d'une personnalité sur les événements sociaux est fondamentalement nulle; l'histoire et la sociologie humaines doivent être considérées comme un des champs de description parmi lesquels se trouve la connaissance de la nature sans qu'une telle distinction et séparation ait une valeur prépondérante par rapport à toutes les autres. C'est la raison pour laquelle il est exact de dire que dans la doctrine marxiste, la science de la société humaine est comprise dans celle de la nature matérielle, cette dernière devant même précéder la première.

## POURQUOI MATÉRIALISME DIALECTIQUE?

Etant bien entendu que le matérialisme

dialectique a été très mal présenté par Staline dans son livre - dont le seul but était de justifier par des concessions à un absurde volontarisme historique la prétention de construire artificiellement le socialisme dans la Russie isolée et arriérée - nous pouvons maintenant préciser dans quelle mesure l'expression matérialisme **dialectique** peut être admise comme équivalent à matérialisme **historique**. La dialectique ne revient pas à dire que l'économie fait la politique, la politique (vulgairement réduite à une praxis d'Etat) refaisant ensuite à sa façon l'économie. Ce serait une simple inversion de thèses et pas la synthèse féconde d'une thèse et d'une antithèse. Marx a dit que les hommes font leur propre histoire, nous objectent depuis toujours de pauvres radoteurs. Et bien sûr qu'ils la font, avec les mains, les pieds, avec la bouche aussi, avec les armes; matériellement, **ils la font**. Ce que nous nions c'est qu'ils la fassent **avec la tête**, c'est-à-dire qu'ils soient capables de la «construire» (terme odieux, typique de l'entrepreneur bourgeois) d'après un modèle, ou un **projet** intégralement **pensé**. Ils la font sans aucun doute, mais pas comme ils croyaient et pensaient la faire, ni comme ils le prévoyaient et le voulaient. Voilà le noeud de la question.

La dialectique apparaît quand on pose la question suivante: cette impuissance, cette négation du libre-arbitre humain, concerne-t-elle l'individu seul ou bien la société humaine?

La réponse marxiste est ici classique. Le sujet individuel, à plus forte raison dans les sociétés à structure individualiste, est totalement immergé dans cette impuissance à prévoir et à guider. Dans ces sociétés - surtout dans celles dont l'idéologie est un libéralisme poussif - plus l'individu se trouve à un niveau élevé et plus il est une marionnette mue par des fils déterministes.

Aussi longtemps qu'elle est **divisée** en classes, même la société prise dans son ensemble ne peut pas posséder de vision et de contrôle de son propre avenir; au cours de l'histoire, les intérêts des classes qui s'affrontent en elle s'habillent de prévisions (prophéties) et d'idéologies opposées, mais n'arrivent pas à se hisser à la capacité de prévoir et de préparer l'avenir.

Parmi les classes existant dans la société capitaliste actuelle, seule celle qui a intérêt à l'abolition de la division de la société de classes, peut aspirer à être capable de lutter

### «el programa comunista» Suplemento al n° 44 Octubre de 2003

- Ⓜ Las lecciones del fracaso sangriento de la experiencia chilena
- Ⓜ Chile, a treinta años de distancia
- Ⓜ El carácter desastroso de la política de los frentes populares  
( precio : 0,5 € )

(EN PREPARATION)

### «el programa comunista» Organo del partido comunista internacional N° 45 - Diciembre de 2003

- Ⓜ ¡ Internacional y mundial es el capitalismo; Internacional y mundial sera la lucha proletaria anticapitalista de clase !
- Ⓜ Irak es el mundo
- Ⓜ Consideraciones sobre la actividad orgánica del partido cuando la situación general es históricamente desfavorable (1965)
- Ⓜ Auschwitz o la Gran Coartada
- Ⓜ ¡ El golpe de Estado fallido en Venezuela es una advertencia al proletariado !
- Ⓜ Chile, a treinta años de distancia  
Los Estados Unidos de America en el límite de dos épocas
- Ⓜ La guerra imperialista en el ciclo burgués y en el análisis marxista (2)
- Ⓜ Los fabricantes de íconos a la obra: Creación de la Fundación Amadéo Bordiga  
(64 pages, 3 Euro)

dans ce but et à avoir cette connaissance en son sein; cette classe, c'est le prolétariat moderne, comme le marxisme l'a découvert.

Mais tant que le prolétariat vit dans la société capitaliste, la vision consciente de son avenir ne peut pas exister en chacun de ses membres, ni dans sa totalité; et il est idiot de prétendre que cette conscience et cette volonté puissent exister dans la **majorité** de cette classe; cette idée de majorité n'est rien d'autre qu'un de ces innombrables sous-produits bourgeois qui embrouillent l'esprit des prolétaires et que seule une suite de générations pourra effacer.

Un individu seul ne peut donc pas arriver à la perspective de la société communiste par l'effet de sa position et des ses intérêts personnels: ce serait tomber dans le matérialisme vulgaire que de le croire. Il ne peut pas non plus accéder à la vision de la classe et l'avenir de la société humaine, si ce n'est en résultante des forces de classe.

La contradiction est: l'individu ne peut pas et la collectivité ne peut pas non plus. Cela conduirait à l'incapacité éternelle non seulement à vouloir l'avenir, mais aussi à le prévoir.

De cette double thèse - le prolétariat, peut et ne peut pas; il est la première classe qui tend à la société sans classes, mais il n'a pas la lumière qui brillera pour l'espèce humaine après la disparition de ces dernières - le **Manifeste des Communistes** nous a donné la solution dialectique: premier moment: **parti**, deuxième moment: **dictature**. Le prolétariat, masse amorphe, **s'organise en parti politique** et s'érige en **classe**. Ce n'est qu'en s'appuyant sur cette première conquête qu'il **s'organise en classe dominante**. Il va vers l'abolition des classes au moyen d'une dictature de classe. Dialectique!

La capacité de décrire à l'avance et de hâter le futur communiste, existant, dialectiquement, ni dans l'individuel ni dans l'universel, se trouve dans la formule qui en synthétise le potentiel historique: le parti politique, acteur et sujet de la dictature.

### PASSIVITÉ DÉTERMINÉE DE L'INDIVIDU

La thèse que nous avons établie remet à leur place respective le matérialisme vulgaire ou bourgeois et le matérialisme communiste. Le premier opère - même lors de son origine classique - à partir de la **personne**. Quand le Français d'Holbach disait « *nihil est in intellectu quod primus non fuerit in sensu*», c'est-à-dire: rien n'est dans l'intellect qui n'ait d'abord été dans les sens, il établissait une relation directe entre l'influence matérielle de la nature sur l'**individu** et ses manifestations mentales, ses opinions. C'était, même pour Marx, un pas en avant, parce que cela permettait de dépasser le fidéisme, selon lequel il y a dans l'esprit de chacun quelque chose d'**inné** (l'âme) qui vient de la divinité, et même l'idéalisme saxon de l'époque qui, même en se débarrassant de Dieu, affirmait qu'il se trouve dans toutes les têtes un substrat idéal qui ne découle pas des sensations matérielles.

Mais la position du matérialisme bourgeois est très en arrière de la nôtre. Marx établit la relation entre la condition matérielle **moyenne** dans laquelle vit un groupe social donné, et ses manifestations correspondantes dans les domaines de l'intellect qui sont appelées la religion, l'idéologie, l'art, la culture, la politique. La passivité de l'«esprit» par rapport à la matière chez l'individu est pour nous un fait établi, mais la science du temps capitaliste, aujourd'hui en pleine crise dégénérative, est incapable d'en découvrir le mécanisme qu'elle a cherché en vain. La pensée officielle, surtout dans les congrès philosophiques, n'a pas la clé dialectique pour expliquer ses propres contradictions. Pour le croyant, Dieu a tout arrangé dans la tête de l'homme (comme dans la nature physique qui l'entoure); mais il en fait une personne, avec son **libre arbitre** dans ses opinions et ses comportements, et une **responsabilité** (complément inévitable de cet écoeurant fétiche qu'est la personnalité),

et en conséquence le système des récompenses et des punitions.

Au début le bourgeois athée avait éliminé le libre arbitre et fait dépendre la tête de l'estomac; mais - pour le dire vite - comme sa nouvelle «forme de production» avait besoin d'estomacs vides, il autorisa les cerveaux respectifs à penser et à avoir une opinion; fondant le système de la démocratie électorale générale et de responsabilité juridique, il alla jusqu'à faire de son Etat de classe dominante l'Absolu éthique social. La culture moderne, où se vautrent honteusement les déserteurs de la révolution, oscille entre ces deux pantins de carton-pâte que sont l'individu responsable et l'Etat éthique.

Nous, nous conservons le résultat de la **passivité inconsciente** de l'individu; mais notre déterminisme ne prétend pas en faire la prévision et la **vérification** à l'échelle individuelle. La démonstration se fait dans le domaine social par l'analyse historique (et économique); et notre théorie n'est pas remise en cause par le fait que la règle moyenne générale puisse être contredite dans des cas particuliers très variés. Nous ne cherchons pas la preuve de cette passivité dans les opinions existant dans la tête des hommes pris un par un, ni de sa rupture dans la volonté consciente et l'initiative d'action de personnes, petites ou grandes.

Cependant cette **rupture** se produit; et de manière générale elle a toujours eu lieu dans l'histoire avant que sa conscience théorique exacte soit apparue. La rupture qui suivra la détermination de l'époque bourgeoise, qui fait que les victimes du système pensent selon son idéologie, se produira, mais, pour la première fois dans l'histoire (donc non par effet inné dans l'acte créatif divin ou dans l'immanence de l'Idée) - c'est là le «renversement de la praxis» - avec l'apparition d'un sujet connaissant, voulant et agissant de sa propre initiative, qui n'est pas une personne, mais le parti révolutionnaire. Celui-ci exprime l'organisation de la classe prolétarienne moderne mais, plus qu'il ne représente la classe dans un sens bourgeois de délégation démocratique, il la représente dans son programme et dans sa future réalisation, il représente la société communiste de demain; c'est le sens du saut (Marx-Engels) du régime de la **nécessité** à celui de la **liberté** que n'accomplit pas l'homme par rapport à la société, mais l'**espèce** humaine par rapport à la **nature**.

### PUISSANTE ORTHODOXIE

Négation de l'individu, affirmation de l'Homme Social, de l'espèce sortie de sa préhistoire tourmentée. Il ne faut pas se lasser de répéter qu'il s'agit de la thèse originelle de l'école marxiste, et qu'elle déblaie le terrain de tous les immédiatismes aussi pernicieux que tenaces dont le diagnostic commun est la **paralysie** de la dialectique, non contingente et superficielle, mais universelle, du marxisme révolutionnaire.

Pour le premier effet, nous nous référons au passage plus classique de Marx qui se trouve dans la Préface à la *Critique de l'économie politique*. Quand au lieu de l'individu, nous prenons en compte l'ensemble des hommes, nous ne faisons pas seulement une **intégration** quantitative, nous pourrions dire aussi spatiale, d'un à beaucoup, mais aussi une intégration temporelle. La vie de l'espèce n'a pas les limites temporelles de celles de la Personne éphémère; pour le marxisme, la Production ne sert pas seulement à assurer la vie de l'animal humain individuel, elle est un anneau de sa Reproduction. Le baron philosophe cité plus haut (échappé en tant que personne à son déterminisme de classe féodale) n'aurait pas exclu l'hérédité: chaque cerveau ne **pompe** pas seulement des sensations de sa vie, mais aussi de celle de ses ancêtres. Ceci est absolument scientifique; mais l'est tout autant, la constatation entièrement matérialiste, que chacun pense aussi avec le cerveau des autres, y compris de ses contemporains. Il serait spirituel de dire que le cerveau est une glande qui secrète la pensée (2), mais nous ne sommes pas des

**matérialistes vulgaires**, et nous n'attendons pas qu'on découvre l'hormone-pensée. Pour nous, matérialistes authentiques, il y a un cerveau collectif et l'Homme Social connaîtra un développement du Cerveau Social inconnu des anciennes générations. Mais que l'on pense avec la tête des autres est un fait connu des anciens comme des contemporains.

«*Dans la production sociale de leur vie les hommes entrent en des rapports déterminés, nécessaires, indépendants de leur volonté; rapports de production qui correspondent à un degré de développement déterminé de leurs forces productives matérielles*». Le texte se poursuit en définissant comme **base ces rapports de production** qui constituent la **structure économique** de la société.

Sur cette base réelle «*s'élève une superstructure juridique, politique à laquelle correspondent des formes déterminées de la conscience sociale*». Comme dans notre fidèle reconstruction, la **personne** n'est pas du tout présente sur la scène. Ce n'est pas la position économique-sociale de l'individu qui détermine son idéologie comme on le dit souvent, mais à tort. La formule de Marx est: «*Le mode de production de la vie matérielle conditionne le procès de la vie sociale, politique et spirituelle en général*». Suit la description bien connue de la contradiction entre les forces productives et les formes de production ou rapports de production, ou théorie des révolutions (de toutes les révolutions). C'est là que la critique, après avoir écarté la conscience individuelle et celle de toute société donnée, s'en prend même, de façon lapidaire, à la «*conscience que la révolution a d'elle-même*». Le texte dit: «*Pas plus qu'on ne juge un individu sur l'idée qu'il se fait de lui-même, on ne saurait juger*

*une telle époque de bouleversement* (et, nous ajouterons, à plus forte raison une époque de conformisme) *sur sa conscience de soi*».

Après avoir dressé un peu plus loin la liste de la série classique des modes de production historiques, Marx écrit qu'avec la forme bourgeoise «*s'achève donc la pré-histoire de la société humaine*», dans la mesure où les forces productives sont devenues suffisamment développées pour permettre de **résoudre** l'antagonisme entre rapports et formes de production, c'est-à-dire de passer à une société sans classes; il précise que ces rapports bourgeois, les derniers à être **antagoniques**, le sont «*non dans le sens d'un antagonisme individuel, mais dans le sens d'un antagonisme surgissant des conditions de la vie sociale des individus*».

Notre réduction à zéro du facteur individuel dans l'histoire, dans les révolutions et dans la révolution communiste, est donc rigoureusement classique. C'est l'élimination de la personne individuelle comme sujet de l'action révolutionnaire, et même de l'antagonisme social (lutte des classes).

(A suivre)

(1) cf «*Le programme révolutionnaire de la société communiste élimine toute forme de propriété de la terre, des établissements de production et des produits du travail*», corollaires à la réunion de Turin du parti (juin 1958), «*Il Programma Comunista*» n° 18-22/1958.

(2) Cabanis, médecin français représentant du matérialisme bourgeois, avait eu dans son «*Traité du physique et moral de l'homme*» (1802) cette formule célèbre: «*le cerveau secrète la pensée comme le foie secrète la bile*».

## A propos du R.M.A. Rectificatif

L'article sur le RMA paru sur «*Le Proletaire*» n°469 se concluait par un certain nombre de revendications quelque peu ambiguës ou confuses, qui nécessitent une clarification et une mise au point.

Le mot d'ordre «*non au RMI*» a par exemple le grave défaut de laisser supposer que nous voudrions priver de ce moyen de survie ses centaines de milliers d'allocataires, alors que nous défendons le principe d'un revenu minimum décent pour tous! Les revendications d'«*emploi à temps complet pour tous*» et de l'«*Embauche de tous les précaires, de tous les chômeurs, de tous les exclus...*» ne sont pas très heureuses car elles ne se démarquent pas de l'orientation que donnent les réformistes aux luttes des chômeurs et des licenciés: la revendication de la création d'emplois, indissolublement liée au développement de l'économie locale, ou régionale ou nationale. Dans cette orientation de collaboration de classes, les intérêts prolétariens passent inévitablement au second plan par rapport aux intérêts de l'économie, de la région ou de la nation, c'est-à-dire par rapport aux intérêts du capitalisme.

Il n'existe aucune revendication qui, en soi, écarterait définitivement les risques de détournement d'une lutte, aucune revendication qui assurerait automatiquement que la lutte se place et reste sur une orientation classiste. C'est la dynamique de la lutte elle-même, la capacité des prolétaires à se mobiliser, à combattre sérieusement et à s'organiser pour la défense de leurs intérêts, qui est la seule «garantie» contre toutes les actions et les influences des diverses formes du collaborationnisme interclassiste. Mais les revendications avancées, suivant qu'elles sont plus ou moins équivoques, peuvent faciliter ou au contraire gêner leur travail de sape inévitable.

Les revendications de l'**embauche définitive et à plein temps des précaires** (CDD, temps partiels), d'**allocations chômage égaux au salaire** pour les licenciés, et au **salaire minimum** pour les sans-emplois et, en général, un **revenu garanti égal** à ce **salaire**

**re minimum** (fortement réévalué) pour tous les exclus, sont, sans équivoque possible, des revendications classistes. Si les capitalistes et l'Etat bourgeois ne peuvent embaucher tous les licenciés, chômeurs, sans-emplois, exclus, ceux-ci doivent exiger qu'ils leur fournissent au moins un revenu minimum décent. Ce ne sont pas, eux, les prolétaires, qui sont responsables du chômage et de l'exclusion et qui doivent en subir les conséquences, mais les capitalistes!

En outre il est absolument contraire aux intérêts prolétariens de demander, comme le font les réformistes quand ils prétendent «lutter» pour l'emploi (en réalité détourner les luttes), des subventions aux autorités pour «créer des emplois», «développer l'économie» - en un mot de demander des aides pour des capitalistes afin qu'ils créent ou développent leurs entreprises, même quand il s'agit d'entreprises capitalistes voire de services d'Etat.

Enfin il faut sans cesse souligner que les revendications générales mais élémentaires qui correspondent aux besoins réels des prolétaires, ne peuvent être obtenus que par la **lutte** ouverte contre le capitalisme et l'Etat bourgeois (et son renversement pour certaines). Elles représentent donc un objectif permanent de la lutte prolétarienne et non un catalogue de demandes pour lesquelles il faut chercher un compromis avec l'Etat et les patrons ou qu'on peut obtenir par la voie pacifique et conciliatrice.

C'est la raison pour laquelle, disons-le en passant, une revendication comme celle de l'«interdiction des licenciements» avancée par l'extrême gauche électoraliste est à combattre comme réformiste et anti-prolétarienne, si «radicale» qu'elle paraisse: elle laisse croire que sous la pression (c'est encore pire quand cette pression est simplement... électorale!), l'Etat bourgeois pourrait se mettre du côté des prolétaires contre les patrons, alors qu'il sera **toujours** du côté de ces derniers contre les prolétaires. Mais bien entendu, on ne peut pas se présenter aux élections et combattre les illusions sur la démocratie et l'Etat bourgeois...

## Notes de lecture

## «Histoire générale de l'ultra-gauche» Ou comment s'en débarrasser

Christophe Bourseiller vient de publier aux Editions Denoël une «Histoire générale de l'ultra-gauche».

L'auteur, nous dit la présentation de couverture, est «journaliste et écrivain, auteur de 25 livres»; il a par exemple récemment publié «La véritable histoire de Lutte Ouvrière», un ouvrage d'entretien avec le fondateur de cette organisation. Il fait aujourd'hui office de spécialiste de l'extrême gauche auprès de la grande presse bourgeoise. Ce seul fait suffirait à démontrer qu'il est complètement étranger au mouvement révolutionnaire, même et surtout s'il affecte d'être fasciné par les «théoriciens, les activistes, les incendiaires qui voulurent faire table rase» (p. 19). Cette fascination proclamée ostensiblement tourne d'ailleurs vite court, par exemple quand il s'agit d'un incendiaire réel comme Marinus Van der Lubbe. Bourseiller juge alors plus prudent de ne pas prendre position sur la campagne de calomnies lancée par l'appareil de propagande démocratico-stalinien et de voir un soutien au terrorisme dans le texte «extrêmement violent» (p. 97) publié par «Bilan», l'organe alors des camarades de notre courant, en solidarité avec l'incendiaire du Reichstag (1).

Notre but dans ces quelques notes n'est pas de faire une critique détaillée de cet ouvrage qui fourmille en détails personnels et en noms de militants. Nous n'allons donc pas relever les nombreuses erreurs de fait qui s'y trouvent à cet égard; il suffit de dire que l'auteur a le gros défaut de ne pas contrôler ses sources, ce qui l'amène à recopier telles quelles des erreurs commises par d'autres, en ce qui nous concerne en tout cas. Plus important est de caractériser politiquement l'entreprise.

Cette Histoire se présente comme celle «d'un autre communisme», à savoir celle des «gauches communistes». Cet autre communisme comprendrait selon l'auteur 4 familles: les «Germano-hollandais», les «situationnistes», les «Italiens» et les «communistes libertaires», et il prétend en faire l'histoire.

A vrai dire Bourseiller est bien plus intéressé par les discussions des intellectuels bourgeois en déshérence de l'«Internationale Situationniste» (il consacre de longs chapitres à décrire par le menu leurs moindres faits et gestes), que par l'histoire du mouvement ouvrier et communiste et par la signification véritable des luttes politiques et théoriques en son sein, au point qu'il ne prend souvent pas la peine de lire les textes qu'il cite.

Le premier point à critiquer est l'amalgame disparate qu'il veut faire entre courants complètement différents, que ce soit du point de vue du poids et de la signification historiques, que des orientations politiques ou même de la nature de classe.

Il a effectivement existé un courant non négligeable, dit de gauche communiste germano-hollandaise, caractérisé politiquement par des déviations appelées «ultra-gauche» par rapport à certaines positions cardinales du marxisme. Il en a existé de même un autre, dit gauche communiste d'Italie, dont nous nous réclamons; combattant les déviations, puis la dégénérescence et finalement le passage dans la contre-révolution de l'Internationale Communiste et du parti russe qui en était le pilier, il a été le seul courant à le faire en restant sur des positions, non «ultra-gauches», mais **intégralement marxistes**. Il ne céda jamais à la tentation de concessions et de compromis avec certains secteurs bourgeois, avec la défense de la démocratie bourgeoise ou avec la défense du capitalisme d'Etat soviétique, ce que fit malheureusement Trotsky, semant le germe de la dégénérescence rapide de son mouvement qui perdit en quelques années toute caractéristique révolutionnaire.

Tenter une réunion oecuménique entre les Gauches communistes «allemande» et «italienne» comme certains voudraient s'y essayer, n'est déjà possible qu'en atténuant au maximum leurs traits distinctifs, c'est-à-dire en dénaturant l'essentiel de leur combat et de leur positionnement politique, théorique et programmatique. Mais leur adjoindre des courants tout à fait hostiles au marxisme comme les soi-disant «communistes libertaires» ou, pire encore, absolument étrangers au prolétariat, comme les pitres du situationnisme, est véritablement se moquer du monde. Ou plutôt, c'est se moquer du communisme, du marxisme et du prolétariat. En fait c'est faire consciemment oeuvre de **confu-**

**sion**, c'est essayer de tout brouiller pour, à la fin, tout condamner.

\* \* \*

Pour ce qui est de notre courant, Bourseiller est bien obligé d'en parler, mais, c'est vraiment à contrecœur, car, voyez-vous, ces gens «s'arriment définitivement au léninisme. On n'observe chez eux ni critique du bolchevisme, ni mise en avant des conseils ouvriers. Pourquoi les camarades de Bordiga et de Perrone méritent-ils cependant de figurer dans ce livre?», écrit-il ainsi. La réponse est: «Justement parce qu'ils défendent l'invariance d'un certain marxisme. Les ultimes défenseurs d'un communisme "pur", débarrassé des scories ultérieures» (p. 101). Bref, les derniers Mohicans du marxisme...

Et c'est bien ainsi que nous figurons dans cet ouvrage: comme un **repoussoir**, comme un courant dont «la vision peut susciter l'horreur», au travail de réflexion «terriblement fruste» (p. 102). Le PCI «de Bordiga (...) ne trouve pas réellement sa place dans ce livre [sur ce point nous sommes d'accord!]. Il s'agit d'un mouvement léniniste qui prône le front unique syndical, appuie les luttes de libération nationale et adopte un point de vue tiers-mondiste. Il s'enflamme tout spécialement pour les Palestiniens et prend parti dans le conflit israélo-arabe». Pour corser le tout, outre nos sympathies pour le terrorisme, Bourseiller apprend au passage au lecteur - tenez-vous bien, on a là véritablement un scoop de grand journaliste - que Bordiga était présent, en octobre 1966... au Congrès de fondation du parti maoïste italien officiel!!! (p. 202). Qui a bien pu lui souffler un pareil bobard? (2).

Nous n'avons jamais adopté un point de vue tiers-mondiste, position bourgeoise qui remplace la lutte des classes par la lutte des nations; et si nous avons bel et bien soutenu les **révolutions bourgeoises** que constituaient les luttes d'émancipation anti-coloniales, c'est à la façon des marxistes, depuis Marx et Engels jusqu'à l'Internationale Communiste des premières années: sans soutenir les forces bourgeoises qui étaient à leur tête comme le faisaient les trotskystes et tout l'opportunisme d'«extrême gauche», mais en appelant toujours le prolétariat à s'organiser indépendamment de ces forces de façon à pouvoir passer ensuite, le plus vite possible et contre elles, à sa propre lutte de classe en union avec le prolétariat international. Quand à l'arrestation de plusieurs camarades en France dans les années 70, elle n'a pas été due à un hypothétique soutien à la bande à Baader, mais à une activité bien réelle dans les comités de soldats qui existaient à cette époque. Mais il est vrai que nous avons toujours rappelé l'inévitabilité et la nécessité de l'utilisation de la violence dans la lutte révolutionnaire, y compris contre le véritable front unique du pacifisme social englobant y compris l'«extrême», voire l'«ultra-gauche» dans une condamnation assourdissante du «terrorisme»; cette position est en effet semblable avec celle prise par nos camarades de «Bilan» par rapport à l'incendiaire Van der Lubbe.

Bien entendu, notre brochure «Auschwitz ou le grand alibi», «document profondément sombre et inquiétant», et plus généralement notre critique de l'antifascisme démocrati-

que et - sacrilège suprême! - l'analyse de la démocratie comme l'une des formes de la domination bourgeoise, tiennent une bonne place dans la dénonciation de notre courant, présenté comme à l'origine du «négaionnisme» (3). «Bordiga est véritablement à la racine de l'attitude nivelante, visant à établir une identification entre la démocratie et la dictature, présentées comme deux visages également condamnables du capitalisme» (p. 90), écrit ainsi Bourseiller, ignorant visiblement que c'est là une position constitutive de l'Internationale communiste (voir les Thèses de Lénine sur la démocratie bourgeoise adoptées au IIe Congrès de l'I.C.).

De toute façon, conclue-t-il péremptoirement, «le P.C.I. demeure un groupuscule dont les textes interminables et obscurs rebutent les quidams» (p. 203). C'est à se demander d'où peut bien venir «l'influence bordiguiste» qu'il n'a de cesse de relever ici et là, pour se féliciter que le groupe passé en revue y échappe ou regretter qu'il en reste marqué...

Tout l'ouvrage est en fait écrit sous le signe de l'**anti-léninisme**, de l'**anti-marxisme**; plus un courant ou un groupe est allé loin dans cette direction, et plus Bourseiller lui consacre des pages attentives et louangeuses. Mais c'est dans la conclusion qu'il donne finalement la clé de son ouvrage, qu'il avoue son sens politique véritable.

Il termine en effet son «Histoire» en affirmant la mort - par un suicide ou la «critique "bordiguiste" de l'antifascisme» est accusée d'un rôle de premier plan - de «l'ultra-gauche». Si «une nouvelle opposition de gauche surgit aujourd'hui», écrit-il, «elle n'aura qu'un seul costume: celui de la nouveauté»; ce sera «une autre pensée», une autre philosophie qui n'aura «plus rien de "marxiste" ni de "post-marxiste"».

Cette «Histoire de l'ultra-gauche», on le voit, s'inscrit donc **complètement** dans la propagande permanente que mène la bourgeoisie contre le communisme. Elle trouve une place de choix à côté d'ouvrages comme le «Livre noir sur le communisme», en remplissant la fonction de démolir, sous le nom journalistique d'«ultra-gauche», les courants qui à la gauche du trotskysme ont tenté et tentent - bien ou mal, c'est une autre question - de retrouver une position authentiquement communiste (et, à ce titre, l'hostilité particulière qu'il nous témoigne ne peut que nous réjouir!). C'est un signe des temps, qu'à l'heure où l'officialisation d'un certain trotskysme par le système politique bourgeois ouvre potentiellement un petit espace aux positions authentiquement communistes, cet ouvrage ait pu trouver un éditeur, alors même qu'effectivement les courants et groupes sur lesquels il veut poser la pierre tombale sont restés jusqu'ici ultra-minoritaires.

La bourgeoisie et ses valets de plume ont beau crier à la mort du communisme, celui-ci ne pourra pas ne pas renaître, sous l'effet même des contradictions insolubles et à la longue intolérables du capitalisme. Et lorsque cette «nouvelle opposition de gauche» resurgira, ce ne sera pas alors «une autre pensée», «une autre philosophie», mais le **programme invariant** («petit mot») qui fera toujours ricaner tous les Bourseiller) **du communisme**, synthétisant les leçons historiques de toutes les luttes et révolutions prolétariennes, mais aussi des contre-révolutions du passé, qui guidera le parti de classe regroupant l'avant-garde prolétarienne à la tête des larges masses exploitées, vers la lutte finale.

Alors, à la terreur des bourgeois, de leurs journalistes et de leurs littérateurs, ressurgira dans toute sa force invincible la révolution anticapitaliste internationale faisant écho au cri de la révolution de Berlin 1919, qui est aussi celui de toutes les révolutions écrasées du passé: «**J'étais, je suis, je serai!**».

(1) Cet article de «Bilan» est republié dans le n° 98 (mars 2003) de «Programme Communiste». A propos de Van der Lubbe, voir aussi la critique de la position de «Lutte Ouvrière» dans «Le Prolétaire» n° 468.

(2) Tout en reconnaissant qu'il n'en a trouvé «aucune trace», Bourseiller ne peut s'empêcher de reproduire un autre bobard, selon lequel Bordiga aurait salué comme révolutionnaires les victoires de l'Armée Rouge (p. 155) - sans se soucier que quelques pages avant il avait écrit que le même Bordiga, selon le rapport d'un indicateur de police fasciste, spéculait sur les effets révolutionnaires des victoires de Hitler...

Rectifions aussi au passage une autre «erreur» de Bourseiller: contrairement à ce qu'il écrit, le PC d'Italie dirigé par notre courant ne se «contenta pas d'assurer la défense militaire de ses propres permanences» contre les fascistes (p. 89), mais il participa à la défense de **toutes** les organisations ouvrières (y compris les sièges du PS quand ils étaient attaqués). Il fit tous ses efforts pour pousser à la mobilisation d'ensemble du prolétariat italien, mobilisation sabotée par les réformistes; il dénonça avec vigueur le honteux «pacte de pacification» conclu entre les sociaux-démocrates, les bonzes syndicaux et les fascistes, sous l'égide de l'Etat bourgeois: ce pacte ne visait qu'à désarmer les prolétaires. Pour faire justice de la vieille **calomnie** sur la prétendue passivité du PC d'I face au fascisme, nous renvoyons le lecteur à «Fascisme, antifascisme et lutte prolétarienne», brochure Le Prolétaire n° 25,

(3) Les trotskystes *modern style* de la LCR, soulignent, dans une note évidemment favorable à cet ouvrage, ce qu'ils appellent les «errements odieux [de l'ultra-gauche], des conséquences de "l'anti-antifascisme" bordiguiste des années trente et quarante à la dérive de la Vieille Taupe, à la fin des années 70, dans la boue du négationnisme» («Rouge» n° 2044, 18/12/2003). Venant d'un groupe qui a mis en avant une prétendue menace fasciste pour appeler à voter Chirac au nom de l'antifascisme, conclure à l'«aveuglement monstrueux de certains protagonistes» (notre courant est sans aucun doute visé) ne manque pas de sel...

### SOUSCRIPTION PERMANENTE 1e liste 2004

Aix:10/Aveyron: 26/ Foix: 39,50/ Eric: 30/ Georg:5/ Gertrud: 100/ Paris: 900.  
Réunion de lecteurs: 30,50/ Raymond: 80,00/ Roger: 45/ Victor: 160  
**Total liste: 1426 Euros**

### CORRESPONDANCE :

**Pour la France :** Editions Programme, 3 rue Basse Combalot, 69007 Lyon  
**Pour la Suisse :** Editions Programme, Ch. de la Roche 3, 1020 Renens  
**Pour l'Italie :** Il Comunista, C. P. 10835, 20110 Milano

### Points de contact:

**Toulouse:** Vente au marché St Sernin, tous les dimanches de 11h à 12h 30.  
**Aix-en-Provence:** réunion de lecteurs, samedi 24 janvier. Cafétéria Flunch 15h, Place du Général de Gaulle.  
**Paris:** réunion de lecteurs: samedi 7 février. Cafétéria Casino, Place de la Nation, 17h.

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926.  
Directeur-gérant: Dessus. **Versements:** timbres poste ou chèque à l'ordre de: Dessus. **Abonnement au «prolétaire»:** 7,5 € / 30 FS / £ 10. **Abonnement de soutien:** 15 € / 60 FS / £ 20. **«programme communiste»** (Revue théorique), le numéro: 4 € / 10 FS / £ 3 / Amérique latine: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 4. **Abonnement:** le prix de 4 numéros. **Abonnement de soutien:** 32 € / 80 FS / £ 25 / Amérique latine: US \$ 8 / USA et Cdn: US \$ 35. «**il comunista**», le numéro: 1,5 € / 5 FS / £ 1,5. **Abonnement:** 13,5 € / 35 FS / £ 13,5. **Abonnement de soutien:** 27 € / 70 FS / £ 27. «**el programa comunista**», le numéro: 3 € / 8 FS / £ 2 / America latina: US \$ 0,5 / USA et Cdn: US \$ 3. **Prix de soutien,** le numéro: 6 € / 16 FS / £ 4 / America latina: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 6. **Imprimé par nos soins.**